

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES  
FINANCES ET DE LA  
PROSPECTIVE

-----  
SECRETARIAT GENERAL  
-----

DIRECTION GENERALE DE LA  
COOPERATION



**BURKINA FASO**  
Unité – Progrès – Justice



## RAPPORT 2022 SUR LA CONTRIBUTION DES ONG/AD ET FONDATIONS AU DEVELOPPEMENT DU BURKINA FASO

**Thème:** Contribution des ONG/AD et  
Fondations à la cohésion et l'inclusion  
sociales au niveau communautaire



**Octobre 2023**

## AVANT PROPOS



Le Rapport sur la Contribution des Organisations Non Gouvernementales, des Associations de Développement (ONG/AD) et des Fondations au développement du Burkina Faso est un référentiel d'informations sur l'action des ONG/AD et Fondations dans le pays. Il présente les données financières et physiques des investissements réalisés par secteur de planification, localité, groupes cibles, bailleurs et pays d'origine de l'ONG.

L'objectif principal recherché est de rendre l'information sur les interventions des ONG/AD et Fondations accessible à l'ensemble des acteurs du développement. Il s'agit d'un instrument de reddition des comptes et participe à la bonne gouvernance. Il est produit annuellement par le Ministère de l'Economie, des Finances et de la

Prospective à travers la Direction Générale de la Coopération.

L'édition 2022 dont le thème porte sur la « **Contribution des ONG/AD et Fondations à la cohésion et à l'inclusion sociales au niveau communautaire** » met en exergue les actions en faveur de la paix et de la réconciliation entreprises par ces partenaires dans un contexte de fragilité et d'effritement du tissu social.

Le choix de ce thème se justifie par la volonté de présenter les stratégies publiques et les programmes mis en œuvre en matière d'inclusion et de cohésion sociales et d'analyser la contribution des ONG/AD et Fondations au retour de la paix, à la réconciliation et au relèvement socio-économique des populations affectées face à l'ampleur et aux effets de la crise. Il a permis de présenter l'expérience de certaines ONG/AD et Fondations à la consolidation de la paix et du « vivre en harmonie ».

Les investissements des ONG/AD et Fondations en 2022 au Burkina Faso s'élèvent à **215, 04 milliards de FCFA**. La part de la cohésion et de l'inclusion sociales au niveau communautaire s'élève à environ **4, 341 milliards de FCFA**, soit une évolution de 59,15% par rapport à 2021 et a concerné toutes les régions du pays et neuf (9) secteurs de planification. Cette contribution est fort appréciable puisqu'elle a permis de soutenir la prise en charge des besoins sociaux de base des personnes vulnérables (PDI et hôtes, femmes, enfants, personnes âgées...) et les efforts de cohésion sociales entre les communautés. Elle a permis aussi de préserver la dignité des personnes affectées à travers les sensibilisations et le financement d'activités génératrices de revenus afin qu'elles puissent se prendre en charge. Cependant, des efforts restent encore à faire pour permettre aux ONG de pouvoir mener efficacement leurs activités en faveur des populations touchées notamment une meilleure sécurisation des zones d'interventions.

Je saisis cette occasion pour exprimer toute la reconnaissance du Gouvernement à l'ensemble des ONG/AD et Fondations qui, malgré le contexte sécuritaire difficile, contribuent qualitativement aux cotés de l'Etat, à soutenir les efforts de développement.

Je félicite l'équipe de rédaction pour les efforts consentis à la production du présent rapport. J'exhorte aussi bien les acteurs publics, ceux du privé ainsi que les Partenaires techniques et financiers (PTF) à s'en approprier.

Le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective



**Aboubakar NACANABO**

Chevalier de l'Ordre du Mérite de l'Economie et des Finances

## **TABLE DES MATIERES**

|                                                                                                                                                                                |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>AVANT PROPOS.....</b>                                                                                                                                                       | <b>1</b>  |
| <b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>                                                                                                                                                 | <b>5</b>  |
| <b>LISTE DES GRAPHIQUES.....</b>                                                                                                                                               | <b>6</b>  |
| <b>AVERTISSEMENT.....</b>                                                                                                                                                      | <b>7</b>  |
| <b>SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>                                                                                                                                             | <b>8</b>  |
| <b>RESUME.....</b>                                                                                                                                                             | <b>11</b> |
| <b>METHODOLOGIE.....</b>                                                                                                                                                       | <b>12</b> |
| <b>INTRODUCTION GENERALE.....</b>                                                                                                                                              | <b>14</b> |
| <b>PREMIERE PARTIE : CONTRIBUTION DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, DES ASSOCIATIONS DE DEVELOPPEMENT ET FONDATIONS A LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES.....</b> | <b>15</b> |
| <b>CHAPITRE I : APERCU DU CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE EN 2022.....</b>                                                                                                           | <b>16</b> |
| <b>I    Un ralentissement continu de l'économie mondiale.....</b>                                                                                                              | <b>16</b> |
| <b>II   Une économie nationale toujours résiliente .....</b>                                                                                                                   | <b>16</b> |
| 1.   Une décélération de la croissance économique.....                                                                                                                         | 16        |
| 2.   Une envolée généralisée des prix.....                                                                                                                                     | 17        |
| 3.   Un solde budgétaire en détérioration.....                                                                                                                                 | 17        |
| 4.   Un solde global de la balance des paiements en dégradation.....                                                                                                           | 17        |
| 5.   Une évolution contrastée des agrégats monétaires .....                                                                                                                    | 17        |
| <b>CHAPITRE II : CARTOGRAPHIE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, ASSOCIATIONS DE DEVELOPPEMENT ET FONDATIONS INTERVENANT AU BURKINA FASO.....</b>                         | <b>18</b> |
| <b>I.    Profil des ONG/AD et Fondations .....</b>                                                                                                                             | <b>18</b> |
| 1.   Selon l'origine .....                                                                                                                                                     | 18        |
| 2.   Concentration des interventions par région en 2022.....                                                                                                                   | 19        |
| 3.   Secteurs d'intervention .....                                                                                                                                             | 20        |
| 4.   Modalités d'intervention .....                                                                                                                                            | 20        |
| 5.   Principaux groupes cibles.....                                                                                                                                            | 20        |
| 6.   Situation du personnel des ONG/AD et Fondations en 2022.....                                                                                                              | 21        |
| <b>II- Aperçu des réalisations physiques et des contributions financières des ONG/AD et Fondations.....</b>                                                                    | <b>22</b> |
| 1.   Des réalisations physiques .....                                                                                                                                          | 22        |
| a)  Secteur « Education et formation » .....                                                                                                                                   | 22        |
| b)  Secteur « Santé » .....                                                                                                                                                    | 23        |
| c)  Secteur « Production agro-sylvo-pastorale » .....                                                                                                                          | 23        |
| d)  Secteur « Environnement, Eau et Assainissement ».....                                                                                                                      | 24        |
| e)  Secteur « Travail, emploi et protection sociale ».....                                                                                                                     | 25        |
| f)  Secteur « Commerce et services marchands » .....                                                                                                                           | 25        |
| g)  Secteur « Infrastructures de transport, de communication et d'habitat » .....                                                                                              | 26        |

|                                                                                                         |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| h) Secteur « Transformation industrielle et artisanale » .....                                          | 26        |
| i) Secteur « Gouvernance administrative et locale » .....                                               | 27        |
| 2. Evolution des contributions financières.....                                                         | 27        |
| <b>CHAPITRE III : INTERVENTIONS DES ONG/AD ET FONDATIONS AU BURKINA FASO EN 2022.....</b>               | <b>29</b> |
| I La mobilisation des ressources .....                                                                  | 29        |
| 1. Les ressources propres .....                                                                         | 30        |
| 2. Les ressources externes .....                                                                        | 30        |
| a) La contribution de l'Etat burkinabè .....                                                            | 30        |
| b) La contribution des bénéficiaires .....                                                              | 30        |
| c) Partenaires bilatéraux.....                                                                          | 30        |
| d) Partenaires multilatéraux .....                                                                      | 31        |
| e) Organismes privés et particuliers.....                                                               | 32        |
| 3. Répartition des ressources selon la provenance.....                                                  | 32        |
| II Contribution financière par secteur de planification .....                                           | 33        |
| III Réalisations physiques et appuis divers .....                                                       | 34        |
| <b>AXE 1 : CONSOLIDER LA RESILIENCE, LA SECURITE, LA COHESION SOCIALE ET LA PAIX.....</b>               | <b>34</b> |
| <b>AXE 2 : APPROFONDIR LES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET MODERNISER L'ADMINISTRATION PUBLIQUE .....</b> | <b>36</b> |
| 1. Le secteur « Gouvernance administrative et locale » .....                                            | 36        |
| 2. Le secteur « Justice et Droits Humains » .....                                                       | 36        |
| <b>AXE 3 : CONSOLIDER LE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET LA SOLIDARITE NATIONALE .....</b>           | <b>36</b> |
| 1. Secteur « Education et formation » .....                                                             | 37        |
| 2. Secteur « Santé » .....                                                                              | 37        |
| 3. Secteur « Environnement, eau et assainissement » .....                                               | 38        |
| 4. Secteur « Recherche et Innovation » .....                                                            | 39        |
| 5. Secteur « Infrastructures de transport, de communication et d'habitat ».....                         | 39        |
| <b>AXE 4 : DYNAMISER LES SECTEURS PORTEURS POUR L'ECONOMIE ET LES EMPLOIS .....</b>                     | <b>40</b> |
| 1. Secteur «Production agro-sylvo-pastorale » .....                                                     | 40        |
| 2. Secteur « Transformation industrielle et artisanale » .....                                          | 41        |
| 3. Secteur « Culture, sport et loisirs » .....                                                          | 42        |
| 4. Secteur « Commerce et services marchands » .....                                                     | 42        |
| <b>CHAPITRE IV : FACILITES FISCALES ACCORDEES PAR L'ETAT AUX ONG/AD ET FONDATIONS .....</b>             | <b>44</b> |
| <b>I. LE REGIME FISCAL ET DOUANIER APPLICABLE .....</b>                                                 | <b>44</b> |
| <b>II. LES EXONERATIONS FISCALES ET DOUANIERES ACCORDEES AUX ONG/AD ET FONDATIONS .....</b>             | <b>44</b> |

|                                                                                                                                                                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. Le remboursement de la TVA.....                                                                                                                                                                           | 44 |
| 2. Les facilités douanières .....                                                                                                                                                                            | 45 |
| CONCLUSION PARTIELLE.....                                                                                                                                                                                    | 46 |
| DEUXIEME PARTIE : CONTRIBUTION DES ONG/AD ET FONDATIONS A LA COHESION<br>ET A L'INCLUSION SOCIALES AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE .....                                                                             | 47 |
| CHAPITRE I : POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN MATIERE DE COHESION ET<br>D'INCLUSION SOCIALES .....                                                                                                               | 48 |
| I. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE COHESION SOCIALE (SNCS)<br>2021-2025.....                                                                                                                      | 48 |
| II. DEFIS ET PERSPECTIVES .....                                                                                                                                                                              | 49 |
| 1. Des défis .....                                                                                                                                                                                           | 49 |
| 2. Des perspectives .....                                                                                                                                                                                    | 50 |
| CHAPITRE II : LES INTERVENTIONS DES ONG/AD ET FONDATIONS EN FAVEUR DE LA<br>COHESION ET DE L'INCLUSION SOCIALES AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE .....                                                                | 51 |
| I. Profil des ONG/AD et Fondations intervenant dans la cohésion et l'inclusion sociale au<br>niveau communautaire .....                                                                                      | 51 |
| 1. Origine des ONG/AD et Fondations .....                                                                                                                                                                    | 51 |
| 2. Stratégies d'intervention des ONG/AD et Fondations .....                                                                                                                                                  | 51 |
| II. Analyse des contributions physiques et financières .....                                                                                                                                                 | 52 |
| 1. Répartition des investissements par an.....                                                                                                                                                               | 52 |
| 2. Répartition des investissements 2022 par région .....                                                                                                                                                     | 53 |
| CHAPITRE III : EXPERIENCES ET BONNES PRATIQUES .....                                                                                                                                                         | 54 |
| I. Le développement de la stratégie « épicentre » développée par l'ONG The Hunger Project<br>(THP-Burkina Faso).....                                                                                         | 54 |
| II. Projet de renforcement par la radio de l'engagement communautaire et de la redevabilité<br>dans la réponse humanitaire auprès des personnes vulnérables mis en œuvre par la Fondation<br>Hirondelle..... | 55 |
| III. Mise en œuvre du projet de renforcement de la résilience et de la cohésion sociale<br>« RECOSA » par l'ONG Humanité et Inclusion/HI .....                                                               | 56 |
| IV. Les journées des communautés, cadre de valorisation des communautés et de renforcement<br>des liens sociaux organisées par l'ONG UFC Dori.....                                                           | 57 |
| CONCLUSION 2 <sup>ème</sup> PARTIE.....                                                                                                                                                                      | 60 |
| difficultés rencontrées et recommandations.....                                                                                                                                                              | 61 |
| I. Difficultés relevées par les acteurs associatifs .....                                                                                                                                                    | 61 |
| II. Difficultés relevées par les acteurs publics.....                                                                                                                                                        | 61 |
| III. Recommandations.....                                                                                                                                                                                    | 62 |
| a. A l'endroit des ONG/AD et Fondations .....                                                                                                                                                                | 62 |
| b. A l'endroit des acteurs étatiques .....                                                                                                                                                                   | 62 |
| CONCLUSION GENERALE .....                                                                                                                                                                                    | 63 |
| ANNEXES .....                                                                                                                                                                                                | 64 |

## Liste des tableaux

|                                                                                                                                                  |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>TABLEAU 1 : TYPOLOGIE DES ONG/AD ET FONDATIONS AYANT SIGNE DES CONVENTIONS</b>                                                                |    |
| <i>D'ETABLISSEMENT.....</i>                                                                                                                      | 18 |
| <b>TABLEAU 2 : REPARTITION DU NOMBRE D'ONG/AD ET FONDATIONS PAR PAYS D'ORIGINE EN 2022 ..</b>                                                    | 19 |
| <b>TABLEAU 3 : REPARTITION DES ONG/AD ET FONDATIONS PAR REGION .....</b>                                                                         | 20 |
| <b>TABLEAU 4 : SITUATION DU PERSONNEL DES ONG/AD ET FONDATIONS EN 2022 .....</b>                                                                 | 22 |
| <b>TABLEAU 5 : TAILLE DU PERSONNEL DES ONG/AD ET FONDATIONS EN 2022 .....</b>                                                                    | 22 |
| <b>TABLEAU 6 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS L'EDUCATION ET LA FORMATION .....</b>                                                               | 22 |
| <b>TABLEAU 7 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LA SANTE .....</b>                                                                                  | 23 |
| <b>TABLEAU 8 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LA PRODUCTION AGRO-SYLVO-PASTORALE .....</b>                                                        | 24 |
| <b>TABLEAU 9 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS L'ENVIRONNEMENT, L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT ..</b>                                                   | 25 |
| <b>TABLEAU 10 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LE TRAVAIL, L'EMPLOI ET LA PROTECTION SOCIALE</b><br>.....                                         | 25 |
| <b>TABLEAU 11 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LE COMMERCE ET LES SERVICES MARCHANDS .....</b>                                                    | 26 |
| <b>TABLEAU 12 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT, DE</b><br><i>COMMUNICATION ET D'HABITAT .....</i>                | 26 |
| <b>TABLEAU 13 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LA TRANSFORMATION INDUSTRIELLE ET</b><br><i>ARTISANALE .....</i>                                   | 26 |
| <b>TABLEAU 14 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LA GOUVERNANCE ADMINISTRATIVE ET LOCALE ..</b>                                                     | 27 |
| <b>TABLEAU 15 : MOBILISATIONS PAR SOURCE DE FINANCEMENT .....</b>                                                                                | 29 |
| <b>TABLEAU 16 : REPARTITION DES CONTRIBUTIONS DES ONG/AD ET FONDATIONS PAR SECTEUR DE</b><br><i>PLANIFICATION EN 2022 .....</i>                  | 34 |
| <b>TABLEAU 17 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LE SECTEUR « TRAVAIL, EMPLOI ET</b><br><i>PROTECTION SOCIALE » EN 2022 .....</i>                   | 35 |
| <b>TABLEAU 18 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LA GOUVERNANCE ADMINISTRATIVE ET</b><br><i>LOCALE EN 2022 .....</i>                                | 36 |
| <b>TABLEAU 19 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS L'EDUCATION ET LA FORMATION EN 2022 .....</b>                                                      | 37 |
| <b>TABLEAU 20 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LE SECTEUR DE LA SANTE EN 2022 .....</b>                                                           | 38 |
| <b>TABLEAU 21 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LE SECTEUR « ENVIRONNEMENT, EAU ET</b><br><i>ASSAINISSEMENT » EN 2022 .....</i>                    | 39 |
| <b>TABLEAU 22 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LE SECTEUR INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT, DE</b><br><i>COMMUNICATION ET D'HABITAT EN 2022 .....</i> | 40 |
| <b>TABLEAU 23 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LE SECTEUR AGRO-SYLVO-PASTORAL EN 2022 .....</b>                                                   | 41 |
| <b>TABLEAU 24 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LA TRANSFORMATION INDUSTRIELLE ET</b><br><i>ARTISANALE EN 2022 .....</i>                           | 42 |
| <b>TABLEAU 25 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LE SECTEUR « CULTURE, SPORT ET LOISIRS » EN</b><br><i>2022 .....</i>                               | 42 |
| <b>TABLEAU 26 : PRINCIPALES REALISATIONS DANS LE COMMERCE ET LES SERVICES MARCHANDS EN</b><br><i>2022 .....</i>                                  | 43 |
| <b>TABLEAU 27 : TRAITEMENT DES DEMANDES DE REMBOURSEMENT DE LA TVA .....</b>                                                                     | 45 |
| <b>TABLEAU 28 : EXONERATIONS ACCORDEES PAR LA DGD (EN FRANCS CFA) .....</b>                                                                      | 45 |
| <b>TABLEAU 29 : INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE LA COHESION ET L'INSERTION SOCIALES PAR</b><br><i>REGION .....</i>                                  | 53 |

## Liste des graphiques

|                                                                                                                                           |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>GRAPHIQUE 1: NOMBRE D'ONG/AD PAR GROUPE CIBLE D'INTERET EN 2022.....</b>                                                               | <b>21</b> |
| <b>GRAPHIQUE 2 : CONTRIBUTIONS FINANCIERES GLOBALES DES ONG/AD ET FONDATIONS DE 2018 A 2022.....</b>                                      | <b>28</b> |
| <b>GRAPHIQUE 3 : CONTRIBUTIONS DES 10 GRANDS BILATERAUX EN 2022 EN MILLIARDS FCFA.....</b>                                                | <b>31</b> |
| <b>GRAPHIQUE 4 : CONTRIBUTIONS DES MULTILATERAUX EN 2022 (EN MILLIARDS FCFA).....</b>                                                     | <b>32</b> |
| <b>GRAPHIQUE 5 : LES 10 PLUS GRANDS PAYS CONTRIBUTEURS EN 2022 EN MILLIARDS FCFA.....</b>                                                 | <b>33</b> |
| <b>GRAPHIQUE 6 : REPARTITION (EN %) DES ONG/AD ET FONDATIONS PAR ORIGINE .....</b>                                                        | <b>51</b> |
| <b>GRAPHIQUE 7 : REPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE DES ONG/AD ET FONDATIONS .....</b>                                                        | <b>51</b> |
| <b>GRAPHIQUE 8 : CONTRIBUTIONS FINANCIERES EN FAVEUR DE LA COHESION ET L'INSERTION SOCIALES DE 2018 A 2022 (EN MILLIONS DE FCFA).....</b> | <b>53</b> |

## **AVERTISSEMENT**

Pour diverses raisons, certaines ONG/AD et Fondations n'ont pu produire ou transmettre leurs rapports et programmes d'activités dans les délais conformément à la réglementation en vigueur. De ce fait, le présent Rapport n'a pas pu capitaliser l'exhaustivité des interventions des ONG/AD et Fondations pour soutenir les efforts de développement en général et particulièrement ceux déployés en faveur de l'inclusion et de la cohésion sociales au Burkina Faso. Aussi, a-t-il été élaboré sur la base de l'exploitation de 325 rapports et programmes d'activités reçus. Les rapports exploités prennent en compte les ONG/AD et Fondations ayant signé la convention d'établissement et les associations nationales disposant de récépissés et ayant déposé leurs rapports.

## SIGLES ET ABREVIATIONS

|                |                                                                                       |
|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>AGR</b>     | : Activité Génératrice de Revenus                                                     |
| <b>AIT</b>     | : Autorisation d'Importation Temporaire                                               |
| <b>AN</b>      | : Assemblée Nationale                                                                 |
| <b>ARFA</b>    | : Association pour la Recherche et la Formation en Agroécologie                       |
| <b>CEDEAO</b>  | : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest                             |
| <b>CICR</b>    | : Comité International de la Croix Rouge                                              |
| <b>CNIB</b>    | : Carte Nationale d'Identité Burkinabè                                                |
| <b>COGES</b>   | : Comité de Gestion                                                                   |
| <b>CREN</b>    | : Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle                                |
| <b>CSPS</b>    | : Centre de Santé et de Promotion Sociale                                             |
| <b>CVD</b>     | : Conseil Villageois de Développement                                                 |
| <b>DCB</b>     | : Direction de la Coopération Bilatérale                                              |
| <b>DCE-APD</b> | : Direction de la Coordination et de l'Efficacité de l'Aide Publique au Développement |
| <b>DCM</b>     | : Direction de la Coopération Multilatérale                                           |
| <b>DGCOOP</b>  | : Direction Générale de la Coopération                                                |
| <b>DGD</b>     | : Direction Générale du Développement/Belgique                                        |
| <b>DGD</b>     | : Direction Générale de la Douane                                                     |
| <b>DGEP</b>    | : Direction Générale de l'Economie et de la Planification                             |
| <b>DGESS</b>   | : Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles                      |
| <b>DGI</b>     | : Direction Générale des Impôts                                                       |
| <b>DP-ONG</b>  | : Direction du partenariat avec les ONG                                               |
| <b>FCFA</b>    | : Franc de la Communauté Financière Africaine                                         |
| <b>FDS</b>     | : Forces de Défense et de Sécurité                                                    |
| <b>IT</b>      | : Importation Temporaire                                                              |
| <b>MAAC</b>    | : Ministère des Armées et des Anciens Combattants                                     |
| <b>MASSN</b>   | : Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale                         |
| <b>MATD</b>    | : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation                |
| <b>MEF</b>     | : Ministère de l'Economie et des Finances                                             |
| <b>MEFP</b>    | : Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective                          |

|                  |                                                                                                      |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>MENAPLN</b>   | : Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion des Langues Nationales                       |
| <b>MFSNFAH</b>   | : Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de l'Action humanitaire                       |
| <b>OBC</b>       | : Organisation à Base Communautaire                                                                  |
| <b>OCADES</b>    | : Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité                                     |
| <b>OCHA</b>      | : Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies                                 |
| <b>ODE</b>       | : Office de Développement des Eglises Evangéliques                                                   |
| <b>OEV</b>       | : Orphelins et Enfants Vulnérables                                                                   |
| <b>ONG/AD</b>    | : Organisations non gouvernementales/Associations de développement                                   |
| <b>OSC</b>       | : Organisation de la Société Civile                                                                  |
| <b>PASP</b>      | : Production Agro-Sylvo-Pastorale                                                                    |
| <b>PDI</b>       | : Personnes Déplacées Internes                                                                       |
| <b>PFNL</b>      | : Produits Forestiers Non Ligneux                                                                    |
| <b>PIB</b>       | : Produit Intérieur Brut                                                                             |
| <b>PM</b>        | : Premier Ministère                                                                                  |
| <b>PNDES</b>     | : Plan national de Développement économique et social                                                |
| <b>PRES</b>      | : Présidence                                                                                         |
| <b>PRIAN-PDI</b> | : Projet de résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle des Personnes Déplacées Internes |
| <b>PTF</b>       | : Partenaires Techniques et Financiers                                                               |
| <b>PUS</b>       | : Programme d'Urgence pour le Sahel                                                                  |
| <b>PV/VIH</b>    | : Personne Vivant avec le Virus de l'Immunodéficience Humaine                                        |
| <b>RCO</b>       | : Rapport sur la Contribution des ONG/AD et Fondations                                               |
| <b>SNU</b>       | : Système des Nation Unies                                                                           |
| <b>SPONG</b>     | : Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales                                       |
| <b>TEPS</b>      | : Travail, Emploi et Protection Sociale                                                              |
| <b>THIMO</b>     | : Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre                                                          |
| <b>TTC</b>       | : Toutes Taxes Comprises                                                                             |
| <b>TVA</b>       | : Taxe sur la Valeur Ajoutée                                                                         |
| <b>UA</b>        | : Union Africaine                                                                                    |
| <b>UE</b>        | : Union Européenne                                                                                   |
| <b>UNITAID</b>   | : Organisation Internationale d'Achat des Médicaments                                                |

|            |   |                                     |
|------------|---|-------------------------------------|
| <b>USA</b> | : | United States of America            |
| <b>VBG</b> |   | Violences Basées sur le Genre       |
| <b>VIH</b> | : | Virus de l'Immunodéficience Humaine |

## RESUME

Elaboré en vue de capitaliser et de donner de la visibilité aux interventions des ONG/AD et Fondations, le Rapport sur la contribution de l'ONG fait ressortir pour l'année 2022, un investissement global de **215,04 milliards de FCFA, soit une augmentation de 20,18% par rapport à l'année 2021**, malgré la persistance de la crise sécuritaire, humanitaire et le ralentissement de l'économie nationale. Ainsi, les secteurs « travail, emploi et protection sociale », « santé », « production agro-sylvo-pastorale », « éducation et formation » occupent les premières places avec respectivement 89,28 milliards FCFA, 43,23 milliards FCFA, 25,37 milliards FCFA et 19,32 milliards FCFA.

Aussi, en lien avec le thème de l'année 2022 qui porte sur la « **Contribution des ONG/AD et Fondations à l'inclusion et à la cohésion sociales au niveau communautaire** », les investissements des ONG/AD et Fondations ont contribué à la réalisation des objectifs de l'Axe 1 du PNDES « *Consolider la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la paix* ». Leurs actions ont été orientées vers la protection sociale, l'éducation et la formation, l'insertion socio-professionnelle, la sensibilisation au profit des populations victimes des attaques terroristes, des déplacés internes et des populations hôtes. De 2018 à 2022, les organisations associatives ont investi **7,75 milliards FCFA milliards** à travers les initiatives visant à soutenir et renforcer la résilience des PDI et des populations affectées principalement dans les régions du Centre-Nord, du Sahel, et du Nord, régions les plus touchées par la crise.

## METHODOLOGIE

Le présent Rapport rend compte non seulement de la situation des contributions financières et des réalisations physiques des ONG/AD et Fondations en général, mais aussi des interventions effectuées en faveur de l'inclusion et de la cohésion sociale.

Le processus d'élaboration du rapport a suivi plusieurs étapes qui sont :

- le choix du thème à traiter en lien avec les priorités de développement et l'actualité ;
- l'élaboration des termes de référence et du chronogramme global des travaux ;
- l'actualisation du canevas de collecte des données et sa transmission aux ONG/ADF pour son remplissage ;
- la collecte des données faite à partir des informations socio-économiques collectées sur la base des rapports et programmes d'activités des ONG/AD et Fondations ;
- la tenue de deux ateliers techniques de saisie des données qui ont permis de saisir les données socioéconomiques contenues dans les rapports 2022, les programmes 2023– 2024 dans un classeur Excel conçu à cet effet, dénommé « Masque RCO » ;
- le traitement et l'analyse des données ;
- l'élaboration du draft 0 du rapport par le comité de rédaction ;
- la tenue d'un atelier de finalisation du projet de rapport ;
- la validation lors d'un atelier national par l'ensemble des acteurs suivie de la finalisation du rapport et sa diffusion auprès des acteurs.

Par ailleurs, le processus de rédaction a été émaillé de difficultés dont les principales sont liées au non-respect du délai réglementaire de transmission des rapports annuels et programmes d'activités (qui entraînent la production tardive du rapport), à la non désagrégation de certaines données et à l'incohérence de certaines informations fournies par les ONG/AD et Fondations.

Il a été élaboré par un comité de rédaction pluridisciplinaire placé sous la supervision de Monsieur **Inoussa OUIHINGA**, Directeur Général de la Coopération, et composé des membres ci-après :

- **Alimatou ZONGO/KABORE**, Directrice du Partenariat avec les ONG ;
- **Arlette Pulchérie SOMDA/YERBANGA**, Chef de Service du suivi et de la capitalisation des investissements (DP-ONG/DGCOOP) ;
- **Hézita OUATTARA /SERE**, Chargée du suivi et de la capitalisation des investissements (DP-ONG/DGCOOP) ;
- **Noëlie W. BASSINGA/ZAGRE**, Chargée du suivi et de la capitalisation des investissements (DP-ONG/DGCOOP) ;
- **Eric Sibiri BOURGOU**, Chargé de la promotion des accords de partenariat (DP-ONG/DGCOOP)
- **Aïssata OUEDRAOGO**, Chargée des Etudes et de l'Orientation ;
- **Yahaya OUEDRAOGO**, Statisticien (DP-ONG/DGCOOP);
- **Inès Edwige ZONGO/THIOMBIANO**, Chargée de la Promotion des accords de Partenariat (DP-ONG/DGCOOP)
- **Hassana YELBY**, Assistante de direction (DP-ONG/DGCOOP) ;
- **Tindwendé Germain NANA**, Chargé d'Etudes (DSEPES/DGEP) ;

- **Alimata ZERBO**, Chargée de programme (DCM/DGCOOP) ;
- **Kiswendsida Madeleine ZOUNGRANA/SAMA**, Chargée de programme (DCB/DGCOOP) ;
- **Rosalie Raïssa SANOU/OUEDRAOGO**, Chargée d'études (DCE-APD/DGCOOP) ;
- **Noël MILLOGO**, Chef de Service Etudes et Analyses (DGESS/MEFP) ;
- **Salimata ROMBA/CONOMBO**, Directrice de la Coordination des Projets et Programmes (DGESS/MSAHRNGF) ;
- **Albert TRAORE**, Conseiller Technique Association Sœur MAE (CCI-Handicap).
- **Eugène BAYILI**, Coordonnateur du Sensorial Handicap Corporation /CCI-Handicap ;
- **Delphine Marie Flavia HIEN/DIBOULO**, Personne ressource.

## **INTRODUCTION GENERALE**

Dans la mise en œuvre des politiques et stratégies publiques de développement, les ONG/AD et Fondations agissent aux côtés de l'Etat pour le mieux être des populations bénéficiaires en apportant leurs contributions diverses dans tous les secteurs de développement, à travers la réalisation de projets et programmes.

La situation sécuritaire et humanitaire du Burkina Faso depuis quelques années impacte la mise en œuvre des projets et programmes de développement. C'est ainsi que les ONG/AD et Fondations ont renforcé leurs interventions dans les zones fortement touchées. Afin de rendre compte de leurs actions et pour donner plus de lisibilité et de visibilité à leurs interventions, un rapport sur leurs contributions est rédigé chaque année.

A cet effet, le rapport sur la contribution des ONG /AD et Fondations de l'année 2022 est élaboré pour mettre en lumière les interventions de ladite année. Il capitalise ainsi les données physiques et financières tirées des rapports annuels et programmes d'activités de ces organisations d'une part, et d'autre part, fait une analyse critique des actions menées et celles inscrites en perspective en vue d'un meilleur impact et l'atteinte des objectifs fixés.

Aussi, ce rapport traite d'un thème d'intérêt général portant sur la contribution des ONG/AD et Fondations à l'inclusion et la cohésion sociale au niveau communautaire, afin de tenir compte de cette problématique récurrente dans un contexte de crises sécuritaire et humanitaire. Ce choix a été aussi motivé par la volonté de donner plus de visibilité et de lisibilité aux actions entreprises par les ONG/AD et Fondations en faveur de la paix et de la réconciliation nationale.

Le présent rapport est élaboré à partir des données de Trois cent vingt-cinq (325) ONG/AD et Fondations ayant déposé leurs rapport et programme d'activités dans les délais.

Il est structuré autour de deux grandes (2) parties qui présentent (i) la contribution des ONG/AD et Fondations à la mise en œuvre des politiques publiques et (ii) la contribution des ONG/AD et Fondations à l'inclusion et à la cohésion sociales au niveau communautaire.

## **PREMIERE PARTIE : CONTRIBUTION DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, DES ASSOCIATIONS DE DEVELOPPEMENT ET FONDATIONS A LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES**

En 2022, les ONG/AD et Fondations ont contribué au profit de tous les secteurs socio-économiques de développement malgré le contexte international marqué par des tensions économiques et politiques ainsi que des crises sécuritaire et humanitaire au plan national. Leurs actions participent à l'atteinte des objectifs de développement à travers la réalisation des projets et programmes et à la création d'un environnement économique propice au bien-être des communautés à la base.

Les ONG/AD et Fondations contribuent à l'atteinte des objectifs du Plan national de développement économique et social (PNDES II). Avant d'aborder la contribution des ONG/AD et Fondations à la mise en œuvre des politiques publiques, il sied de présenter brièvement le contexte socio-économique de l'année 2022 dans lequel leurs actions ont été menées.

## **CHAPITRE I : APERCU DU CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE EN 2022**

L'analyse du contexte socio-économique indique une résilience de l'économie nationale en dépit du ralentissement continu de l'économie mondiale et la persistance des crises sécuritaire et humanitaire au niveau national. Cette résilience s'est traduite par une croissance de l'activité économique de 1,5% en 2022.

### **I Un ralentissement continu de l'économie mondiale**

L'année 2022 a été caractérisée par un ralentissement de l'activité économique au niveau mondial du fait des répercussions de l'inflation, de la persistance de la pandémie de la COVID-19 et de la survenue de la crise russo-ukrainienne. En effet, selon le FMI, la croissance économique mondiale est ressortie à 3,5% en 2022 contre 6,3% en 2021.

Dans les pays avancés, la croissance économique a chuté en 2022 à 2,7% contre 5,4% en 2021. Cette décélération de la croissance économique résulte principalement du ralentissement de l'activité économique au Royaume Uni (4,1% en 2022 contre 7,6% en 2021), aux Etats Unis (2,1% en 2022 contre 5,9% en 2021) et dans la Zone Euro (3,5% en 2022 contre 5,3% en 2021). Ce ralentissement s'explique en grande partie par la réduction du pouvoir d'achat causée par une inflation élevée et le resserrement de la politique monétaire qui pèse sur les dépenses de consommation.

Dans les pays émergents et les pays en développement, le taux de croissance économique s'est situé à 4,0% en 2022 contre 6,8% en 2021. Cette décélération a été aussi ressentie en Chine qui enregistre un taux de croissance de 3,0% en 2022 contre 8,4% en 2021, en lien avec les restrictions strictes face à la recrudescence de la COVID-19, la baisse des investissements dans le secteur de l'immobilier, principal moteur de l'activité économique du pays et le resserrement monétaire dans les grandes économies.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique a connu également une baisse avec un taux de croissance de 3,9% en 2022 contre 4,7% en 2021. Cette décélération est tirée par les trois grandes économies de la zone que sont l'Afrique du Sud (1,9% contre 4,7% en 2021), le Nigeria (3,3% contre 3,6 % en 2021) et le Ghana (3,2% contre 5,4% en 2021). Ce fléchissement est la résultante du ralentissement de l'économie mondiale, du resserrement des conditions financières dans le monde et de l'inflation.

Dans l'espace UEMOA, l'activité économique enregistre un léger ralentissement avec un taux de croissance économique de 5,9% contre 6,1% en 2021, en dépit des chocs internes que connaît la région en lien avec le contexte socio-politique difficile, la crise alimentaire, les défis sécuritaires, etc. Cette résilience est portée par l'intensification des investissements publics, dans un contexte de finalisation des projets d'envergure dans les secteurs gazier et pétrolier.

### **II Une économie nationale toujours résiliente**

Au Burkina Faso, l'environnement a été caractérisé par la persistance des attaques terroristes entraînant des déplacements internes de populations d'une part et par l'instabilité politique et des tensions inflationnistes sur les produits de grande consommation d'autre part. Toutefois, l'économie burkinabè a fait preuve de résilience, entre autres, par une bonne campagne agricole à travers l'amélioration de la production vivrière et la solidité du secteur bancaire qui présente de bons résultats et des taux de dégradation du portefeuille en deçà de la moyenne régionale.

#### **1. Une décélération de la croissance économique**

Le PIB nominal s'est établi à 11 777,5 milliards de FCFA en 2022 contre 10 932,8 milliards de FCFA en 2021, enregistrant ainsi une croissance du PIB réel de 1,5% en 2022 contre 6,9% en 2021. Cette croissance est tirée par les secteurs primaire (+7,7%) et tertiaire (+6,1%) ; le secteur secondaire ayant connu une contraction de 8,7%.

## **2. Une envolée généralisée des prix**

Le taux d'inflation s'est établi en 2022 à 14,1% contre 3,9% en 2021. Cette flambée des prix est imputable au renchérissement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+23,4%), des « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+10,2%), des services de « transport » (+4,9%), des services de « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+3,3%) et des services d'« enseignement » (+3,2%).

## **3. Un solde budgétaire en détérioration**

L'exécution des finances publiques en 2022 fait ressortir un solde net de gestion (+130,3 milliards de FCFA), traduisant une couverture des charges par les recettes. Ce solde s'est détérioré de 116,7 milliards de FCFA (-47,2%) par rapport à celui de 2021.

Prenant en compte les acquisitions nettes d'actifs non financiers, il en ressort un besoin de financement de 1 078,6 milliards de FCFA en 2022 contre un besoin de 710,7 milliards de FCFA en 2021, soit une aggravation du déficit de l'Administration centrale de 367,8 milliards de FCFA (+51,8%). Ce besoin a été couvert par une accumulation nette de passifs de 883,4 milliards de FCFA et par une cession nette d'actifs financiers de 201,4 milliards de FCFA.

## **4. Un solde global de la balance des paiements en dégradation**

Dans l'ensemble, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 664,7 milliards de FCFA en 2022, contre un excédent de 648,7 milliards de FCFA en 2021, soit une dégradation de 1 313,4 milliards de FCFA.

En ce qui concerne les transactions courantes avec le reste du monde, elles se sont soldées par un déficit de 721,9 milliards de FCFA représentant 6,1% du PIB en 2022 contre un excédent de 0,4% du PIB en 2021.

S'agissant du solde du compte de capital qui est structurellement excédentaire, il s'est établi à 260,3 milliards de FCFA en 2022 contre 235,7 milliards de FCFA en 2021, soit une augmentation de 24,6 milliards de FCFA. Cette performance est principalement imputable au transfert en capital au profit du secteur public (+23,5 milliards de FCFA).

Enfin, le flux net résultant des acquisitions nettes d'actifs financiers et d'accroissements nets de passifs s'est soldé par des sorties nettes de ressources financières de 198,2 milliards de FCFA en 2022 contre des entrées nettes de ressources financières de 374,5 milliards de FCFA en 2021.

## **5. Une évolution contrastée des agrégats monétaires**

L'évolution de la situation monétaire a été marquée, entre 2021 et 2022, par une hausse des créances intérieures de 908,7 milliards de FCFA (+26,1%) et un repli des Actifs extérieurs nets (AEN) de 664,7 milliards de FCFA (-25,2%). On note une augmentation de la masse monétaire qui est ressortie à 5 716,9 milliards de FCFA à fin décembre 2022 contre 5 585,1 milliards de FCFA à fin décembre 2021. Cette évolution de la masse monétaire s'explique par l'accroissement des « Dépôts » (+30,3 milliards de FCFA, soit +1,1%) et des « Autres dépôts inclus dans la masse monétaire » (+106,3 milliards de FCFA, soit +5,4%).

Les AEN des Institutions monétaires sont ressortis à 1 972,1 milliards de FCFA à fin 2022 contre 2 636,8 milliards de FCFA en 2021, soit une baisse de 664,7 milliards de FCFA (-25,2%). Ce reflux des AEN est imputable à ceux de la Banque Centrale (-1 091,5 milliards FCFA) atténué par ceux des « Autres institutions de dépôts » (AID) (+426,8 milliards de FCFA, soit +19,7%).

Pour ce qui est des créances intérieures, elles se sont établies à 4 396,1 milliards de FCFA à fin décembre 2022 contre 3 487,4 milliards de FCFA à fin décembre 2021, soit une augmentation de 26,1%. Cette hausse est rendue possible grâce à une augmentation de 700,2 milliards de FCFA des créances sur l'économie et celle des créances nettes sur l'administration centrale (CN-AC) de 208,6 milliards de FCFA.

## CHAPITRE II : CARTOGRAPHIE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, ASSOCIATIONS DE DEVELOPPEMENT ET FONDATIONS INTERVENANT AU BURKINA FASO

La cartographie des ONG/AD et Fondations est faite à travers l'étude du profil et de l'évolution de leurs contributions à l'atteinte des objectifs du développement du Burkina Faso.

### I. Profil des ONG/AD et Fondations

Le profil des ONG/AD et Fondations est essentiellement présenté selon leur origine, leur concentration régionale, leurs secteurs et modalités d'intervention, leurs groupes cibles, le nombre d'emplois créés et leurs sources de financement.

#### 1. Selon l'origine

Selon la base des données de la DP-ONG, 385 ONG/AD et Fondations étrangères et nationales interviennent dans les chantiers de développement au Burkina Faso en 2022 contre 370 en 2021.

Les ONG/AD et Fondations étrangères représentent 87,27% du nombre total des ONG intervenant sur le territoire national en 2022.

Leur forte présence s'explique d'une part, par l'existence d'une législation favorable et des relations historiques entretenues par le Burkina Faso avec certains pays et d'autre part, par les besoins humanitaires croissants.

Quant aux ONG nationales, elles occupent une proportion de 12,73%.

Le tableau ci-dessous fait ressortir la synthèse des données.

**Tableau 1** : Typologie des ONG/AD et Fondations ayant signé des conventions d'établissement

| Type       | Nombre | Proportion en % |
|------------|--------|-----------------|
| Etrangères | 336    | 87,27           |
| Nationales | 49     | 12,73           |
| Total      | 385    | 100,00          |

*Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023*

Aussi, selon les origines des ONG, la France et les Etats-Unis d'Amérique occupent respectivement la première et la deuxième place tout comme en 2021. A cet effet, il est dénombré 77 ONG françaises et 64 américaines. Ils sont suivis par le Burkina Faso qui occupe toujours la troisième place avec 49 organisations en 2022.

Sept (07) autres pays enregistrent entre 10 à 40 ONG/AD et fondations présentes dans le pays et environ 30 ont un nombre inférieur à 10.

La répartition des ONG/AD et Fondations par pays est consignée dans le tableau suivant :

**Tableau 2 : Répartition du nombre d'ONG/AD et Fondations par pays d'origine en 2022**

| PAYS D'ORIGINE  | NOMBRE D'ONG | PAYS D'ORIGINE | NOMBRE D'ONG |
|-----------------|--------------|----------------|--------------|
| FRANCE          | 77           | LUXEMBOURG     | 2            |
| USA             | 64           | SUEDE          | 2            |
| BURKINA FASO    | 50           | TURQUIE        | 2            |
| ITALIE          | 40           | IRLANDE        | 2            |
| SUISSE          | 30           | NORVEGE        | 2            |
| ROYAUME UNI     | 14           | AFRIQUE DU SUD | 1            |
| ALLEMAGNE       | 14           | BENIN          | 1            |
| BELGIQUE        | 12           | CAMEROUN       | 1            |
| CANADA          | 14           | SLOVENIE       | 1            |
| ESPAGNE         | 10           | ISLANDE        | 1            |
| PAYS-BAS        | 9            | JAPON          | 1            |
| DANEMARK        | 4            | MALI           | 1            |
| ARABIE SAOUDITE | 3            | NIGERIA        | 1            |
| AUTRICHE        | 4            | OUGANDA        | 1            |
| COTE D'IVOIRE   | 3            | PAKISTAN       | 1            |
| KOWEIT          | 3            | POLOGNE        | 1            |
| NIGER           | 3            | QATAR          | 1            |
| SENEGAL         | 3            | TCHAD          | 1            |
| AUSTRALIE       | 2            | TOGO           | 1            |
| COREE DU SUD    | 2            | <b>Total</b>   | <b>385</b>   |

Source : MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

## 2. Concentration des interventions par région en 2022

La répartition des interventions des ONG/AD et fondations par région est disproportionnée sur le territoire en raison de la crise sécuritaire. Cette situation est la résultante de l'abandon des activités dans certaines régions et une réorientation des interventions au profit d'autres.

A cet effet, il est constaté une forte concentration dans les régions du Centre, Centre-Nord, Nord et Centre-Ouest qui enregistrent respectivement 130, 70, 68 et 68 ONG/AD et Fondations.

La forte concentration des ONG/AD et Fondations dans la région du Centre pourrait s'expliquer par le fait que certaines activités des projets/programmes y sont menées, bien que les bénéficiaires soient issus d'autres régions. S'agissant des autres régions, la situation peut s'expliquer par la forte affluence des déplacées internes et un besoin humanitaire croissant.

Par ailleurs, les régions qui présentent une faible couverture des interventions des ONG/AD et Fondations enregistrent entre 23 et 40 ONG/AD et Fondations.

La répartition des ONG/AD et Fondations par région se présente ainsi qu'il suit :

**Tableau 3 :** répartition des ONG/AD et Fondations par région

| REGIONS           | NOMBRE D'ONG |
|-------------------|--------------|
| CENTRE            | 130          |
| CENTRE-NORD       | 70           |
| NORD              | 68           |
| CENTRE-OUEST      | 68           |
| HAUTS-BASSINS     | 58           |
| CENTRE-EST        | 51           |
| PLATEAU CENTRAL   | 47           |
| BOUCLE DU MOUHOUN | 47           |
| EST               | 44           |
| SAHEL             | 43           |
| CENTRE-SUD        | 40           |
| CASCADES          | 33           |
| SUD-OUEST         | 23           |

*Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023*

### **3. Secteurs d'intervention**

Les interventions des ONG/AD et Fondations dans le cadre de l'atteinte des objectifs de développement touchent tous les secteurs socio-économiques notamment l'éducation, la santé, l'agriculture et l'élevage, la défense des droits humains, l'environnement, l'eau et l'assainissement.

### **4. Modalités d'intervention**

Il existe deux modes d'interventions des ONG au Burkina Faso. L'intervention directe qui se traduit par la mise en œuvre des activités des projets par les ONG elles même (ONG Exécutante) et l'intervention indirecte (pour les ONG bailleurs) qui consiste à confier la mise en œuvre des projets à d'autres structures partenaires.

### **5. Principaux groupes cibles**

Les groupes vulnérables sont les plus grands bénéficiaires des interventions des ONG/AD et Fondations. Il s'agit entre autres des femmes (230 ONG/AD et Fondations) suivies des enfants et nourrissons (186), les élèves et étudiants (178), les PDI (158).

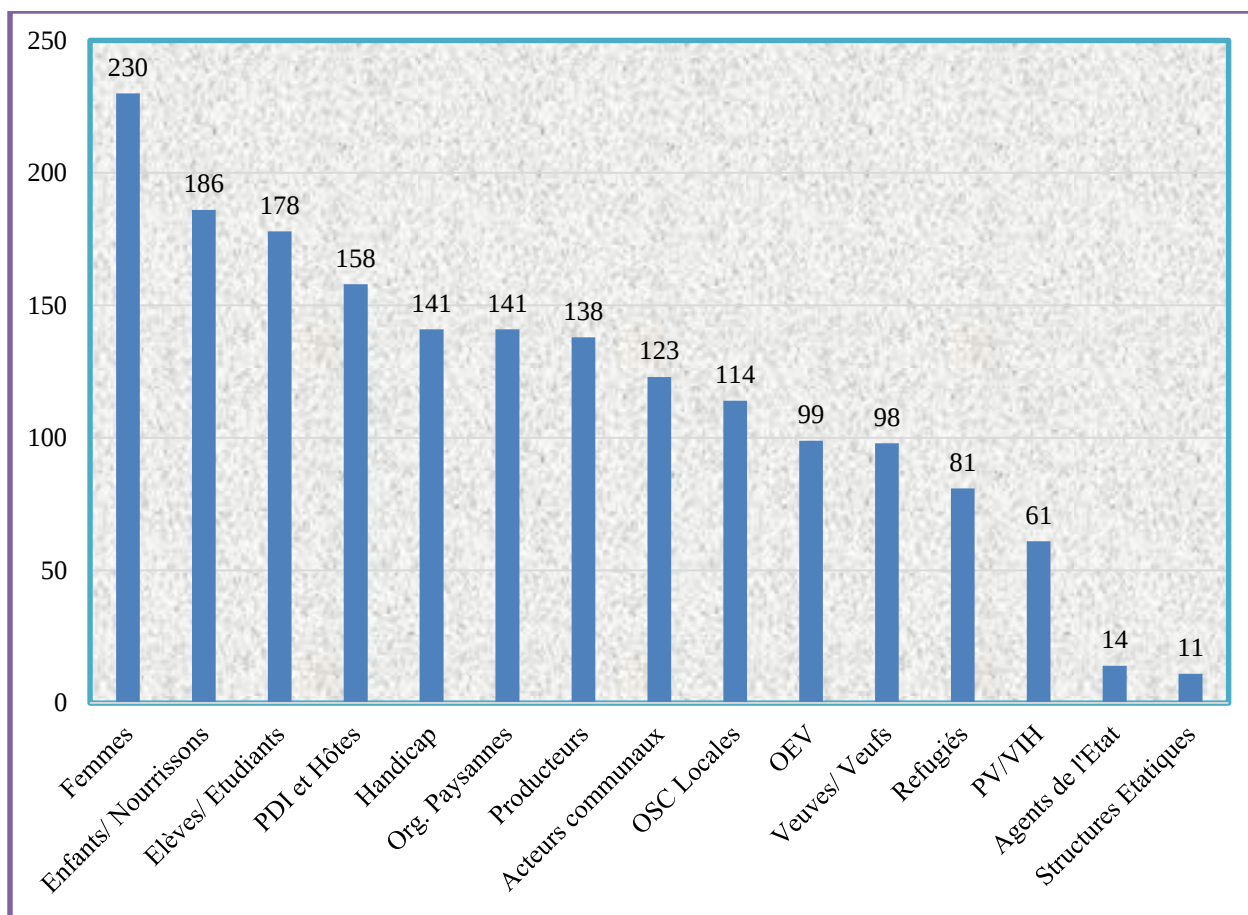
A ceux-la s'ajoutent les personnes handicapées (141 ONG/AD et Fondations), les organisations paysannes (141), les producteurs (138), les acteurs communautaires (124) et les OSC locales (114).

Le nombre d'ONG/AD et Fondations qui touchent les OEV, Veuves et Veufs, réfugiés, PV/VIH sont respectivement de 99, 98, 81, 61.

Enfin, les agents de l'Etat et les structures étatiques sont les moins touchés avec 14 et 11 ONG/AD et Fondations.

La situation est donnée par le graphique suivant.

**Graphique 1:** Nombre d'ONG/AD par groupe cible d'intérêt en 2022



Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

## 6. Situation du personnel des ONG/AD et Fondations en 2022

Le personnel employé par les ONG/AD et Fondations pour la mise en œuvre de leurs programmes de développement est composé de salariés et de volontaires expatriés et nationaux. Au total, 14 890 salariés nationaux ont été employés en 2022 contre 12 935 en 2021, soit une hausse de 15,11%. Cette situation est fort appréciable car elle montre que les ONG/AD et Fondations contribuent à la création d'emplois pour les burkinabè malgré le contexte difficile. Toutefois, il est à noter que des contentieux sont souvent portés devant l'inspection du travail pour des licenciements qualifiés parfois d'abusifs.

Le nombre de volontaires quant à lui est passé de 1144 en 2021 à 1182 en 2022. Cependant, il convient de relever que le nombre de personnel expatrié employé est passé de 696 en 2021 à 465 en 2022 soit une réduction de 231 personnes. Cette baisse du nombre de ce personnel des ONG/AD s'expliquerait par les changements institutionnels survenus au Burkina Faso en début 2022 ainsi que la persistance de la situation sécuritaire.

Le tableau ci - dessous montre la situation détaillée du personnel.

**Tableau 4 : Situation du personnel des ONG/AD et Fondations en 2022**

| 2022       | Nationaux |      |      |      | Expatriés |     |      |    | Volontaires |     |       |    |
|------------|-----------|------|------|------|-----------|-----|------|----|-------------|-----|-------|----|
| Type       | Perm      |      | Temp |      | Perm      |     | Temp |    | Nat         |     | Expat |    |
| Sexe       | H         | F    | H    | F    | H         | F   | H    | F  | H           | F   | H     | F  |
| Sous-Total | 7069      | 4668 | 1838 | 1315 | 282       | 157 | 11   | 15 | 521         | 555 | 53    | 52 |
| Total      | 11737     |      | 3153 |      | 439       |     | 26   |    | 1076        |     | 105   |    |

Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

En 2022, 15 ONG/AD et Fondations ont employé chacune plus de 201 personnes, 27 ont un effectif compris entre 100 et 200 employés, 28 emploient un personnel dont l'effectif est compris entre 51 et 99 et 220 organisations disposent d'un effectif compris entre 0 et 50 personnes.

Les détails sont contenus dans le tableau ci-après.

**Tableau 5 : Taille du personnel des ONG/AD et Fondations en 2022**

| Effectif du personnel | Nombre d'ONG/AD et Fondations |
|-----------------------|-------------------------------|
| 201 et plus           | 15                            |
| 100 à 200             | 27                            |
| 51 à 99               | 28                            |
| 0 à 50                | 220                           |

Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

## II- Aperçu des réalisations physiques et des contributions financières des ONG/AD et Fondations

Au cours des cinq dernières années, les interventions des ONG/AD et Fondations ont touché différents secteurs de planification à travers les réalisations telles que décrites ci-dessous.

### 1. Des réalisations physiques

Les réalisations physiques des ONG/AD et Fondations sur la période 2018-2022 ont consisté d'une part, à la réalisation d'infrastructures diverses et d'autre part, à des appuis divers (parainage d'enfants, prises en sanitaires, économiques, nutritionnelles, etc.).

#### a) Secteur « Education et formation »

Sur la période 2018-2022, les ONG/AD et Fondations ont fait d'importantes réalisations dans le domaine de l'éducation. Ainsi, 949 centres d'alphabétisation ont été ouverts, 919 salles de classes construites et 295 établissements scolaires érigés. De même, pour le sous-secteur formation, l'apport des ONG/AD et Fondations a permis à 56 965 jeunes de bénéficier d'une formation professionnelle, de parrainer 438 171 élèves, de former 40 993 enseignants et d'alphabétiser 47 046 apprenants. Si pour le sous-secteur « éducation », l'évolution a été en dents de scie, le sous-secteur « formation », a connu par contre une évolution exponentielle, boostée par la formation professionnelle des jeunes et des enseignants.

Le montant total de la contribution financière des ONG/AD et Fondations dans ce secteur est évalué à 143,45 milliards CFA sur la même période.

Le tableau ci-après récapitule les données y relatives.

**Tableau 6 : Principales réalisations dans l'éducation et la formation**

| Education et Formation                             | 2018      | 2019      | 2020       | 2021      | 2022      | TOTAL      |
|----------------------------------------------------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|------------|
| Etablissements scolaires                           | 17        | 43        | 14         | 112       | 109       | 295        |
| Salles de classe                                   | 138       | 326       | 41         | 202       | 212       | 919        |
| Centres d'alphabétisation ouverts                  | 62        | 381       | 382        | 96        | 28        | 949        |
| Apprenants alphabétisés                            | 10<br>311 | 7 217     | 2 550      | 21<br>770 | 5 198     | 47 046     |
| Elèves parrainés                                   | 26<br>907 | 54<br>622 | 275<br>035 | 37<br>668 | 43<br>939 | 438<br>171 |
| Enseignants Bénéficiaires de formation             | 4 809     | 4 042     | 12<br>341  | 11<br>032 | 8 769     | 40 993     |
| Jeunes bénéficiaires de formation professionnelles | 12<br>456 | 30<br>185 | 2 130      | 1 867     | 10<br>327 | 56 965     |

Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

### b) Secteur « Santé »

De 2018 à 2022, on enregistre 59 Centres de santé et de promotion sociale (CSPS) et 16 unités médicales construites pour le bien-être des populations. En outre, le nombre de personnes bénéficiaires de prise en charge sanitaire a varié de 130 956 à 3 957 907 entre 2018 et 2022. Durant la même période, le nombre d'agents de santé formés a varié de 651 à 45 476. Quant au nombre de personnes sensibilisées, il a connu des variations allant de 222 730 à 7 916 702.

Au titre des apports au secteur de la santé, les ONG/AD et Fondations ont consenti 180,07 milliards FCFA au profit des populations au cours des cinq dernières années.

Les détails sont contenus dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 7 : Principales réalisations dans la santé**

| Santé                                                       | 2018       | 2019       | 2020         | 2021         | 2022         |
|-------------------------------------------------------------|------------|------------|--------------|--------------|--------------|
| Construction de CSPS                                        | 5          | 40         | 3            | 9            | 2            |
| Unités médicales                                            | 6          | 2          | 3            | 5            | -            |
| Prise en charge sanitaire                                   | 130<br>956 | 277<br>424 | 1 096<br>803 | 3 957<br>907 | 2 005<br>924 |
| Agents de santé bénéficiaires de formation                  | 651        | 1212<br>6  | 19 003       | 45 476       | 15 516       |
| Personnes sensibilisées sur la santé (VIH/SIDA, SSR, Covid) | 222<br>730 | 248<br>443 | 7 916<br>702 | 239<br>879   | 2 169<br>786 |

Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

### c) Secteur « Production agro-sylvo-pastorale »

Les interventions des ONG/AD et Fondations en faveur des producteurs au cours de la période 2018-2022 ont porté sur la réalisation de 5 209 fosses fumières, sur l'aménagement de 46 275 ha de terres cultivables, sur la formation de 473 132 producteurs et 8 208 groupements. Aussi, 1 195 unités d'élevage ont été mises en place et 2 028 personnes ont bénéficié de bétail pour embouche et 5 514 points d'eau et forages maraichers (forages, puits, boulis) ont été réalisés. Ces réalisations ont permis d'améliorer la production agricole et pastorale.

Pour ce secteur, la contribution financière globale est de 110, 58 milliards FCFA entre 2018 et 2022.

Le tableau ci-dessous présente les détails des réalisations dans ce secteur.

**Tableau 8 : Principales réalisations dans la production agro-sylvo-pastorale**

| Production Agro-Sylvo-Pastorale                                |             | 2018   | 2019    | 2020    | 2021      | 2022      | TOTAL   |
|----------------------------------------------------------------|-------------|--------|---------|---------|-----------|-----------|---------|
| Fosses fumières                                                |             | 850    | 1 363   | 1 909   | 138       | 949       | 5 209   |
| Aménagement de terres cultivables (ha)                         |             | 873,25 | 363 1,4 | 801,7   | 20 048,25 | 20 920,10 | 46 275  |
| Bénéficiaires formation                                        | Producteurs | 6 770  | 18 642  | 151 387 | 201 527   | 94 806    | 473 132 |
|                                                                | Groupements | 252    | 370 6   | 1 020   | 25        | 3205      | 8 208   |
| Unités d'élevage mises en place                                |             | 458    | 340     | 71      |           | 326       | 1 195   |
| Bénéficiaires de bétail pour embouche                          |             | 835    | 60      | 370     | 374       | 389       | 2 028   |
| Points d'eau maraîchers et pastoraux (Forages, puits, boullis) |             | 85     | 52      | 4 826   |           | 551       | 5 514   |

**Source:** MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

#### **d) Secteur « Environnement, Eau et Assainissement »**

Les principales réalisations faites au profit du secteur « Environnement, Eau et Assainissement » concernent les infrastructures hydrauliques, les séances de renforcement de capacités et les campagnes de reforestation. A cet effet, 1 334 527 arbres ont été plantés, 637 860 plants d'arbres ont été produits et 12 581 ha de sites anti érosifs ont été aménagés. Afin d'améliorer l'accès à l'eau potable, de favoriser l'hygiène et l'assainissement, 6 139 points d'eau potable ont été réalisés et 8 517 réhabilités. Par ailleurs, 93 892 latrines ont été construites au profit des familles, des écoles, des CSPS et du public. En sus, 203 280 kits d'hygiène ont été distribués à des personnes nécessiteuses et 18 483 acteurs ont bénéficié de renforcement de capacités.

Comparativement à 2021, les données physiques de l'année 2022 sont en nette croissance, ce qui dénote de l'intérêt accordé à ce secteur.

Pour la protection de l'environnement, l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, les ONG/AD et Fondations ont contribué financièrement à hauteur de 63,63 milliards FCFA sur ces cinq dernières années.

Les données y relatives sont récapitulées dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 9** : Principales réalisations dans l'environnement, l'eau et l'assainissement

| Environnement, Eau et Assainissement              |             | 2018    | 2019    | 2020    | 2021   | 2022    | TOTAL     |
|---------------------------------------------------|-------------|---------|---------|---------|--------|---------|-----------|
| Arbres plantés                                    |             | 106 228 | 571 164 | 117 600 | 95 350 | 444 185 | 1 334 527 |
| Sites anti érosifs aménagés (en ha)               |             | 212     | 663     | 2 222   | 2 284  | 7 200   | 12 581    |
| Plants d'arbre produits                           |             | 521 200 | 10      | 54 175  | 61 755 | 720     | 637 860   |
| Points d'eau potable                              | Construits  | 572     | 472     | 2 053   | 2 473  | 569     | 6 139     |
|                                                   | Réhabilités | 376     | 232     | 347     | 7 385  | 177     | 8 517     |
| Latrines (Scolaires, Publiques, CSPS, Familiales) |             | 6 856   | 25 912  | 72      | 15 588 | 45 464  | 93 892    |
| Kits d'hygiène octroyés                           |             | 26632   | 8 377   | 26 299  | 90 888 | 51 084  | 203 280   |
| Bénéficiaires de renforcement de capacités        |             | 250     |         |         | 208    | 18 025  | 18 483    |

**Source:** MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

#### e) Secteur « Travail, emploi et protection sociale »

De 2018 à 2022, le nombre de personnes vulnérables a varié de 41 898 à 682 828. Ces prises en charge sont d'ordre économique, vestimentaire, alimentaire et sanitaire. Cette augmentation considérable de prises en charge est imputable à l'insécurité persistante. En outre, 204 186,87 tonnes de vivres ont été distribués à ces personnes.

Les interventions des ONG/AD et Fondations sont évaluées financièrement à 216,4 milliards FCFA sur la période 2018 - 2022.

Le tableau ci-après retrace les données capitalisées dans le secteur.

**Tableau 10** : Principales réalisations dans le travail, l'emploi et la protection sociale

| Travail, Emploi et Protection Sociale | 2018   | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    | TOTAL     |
|---------------------------------------|--------|---------|---------|---------|---------|-----------|
| Nombre de personnes prises en charge  | 41 898 | 290 767 | 682 828 | 440 076 | 461 867 | -         |
| Vivres octroyées (en t)               | 120    | 35001,4 | 3334,9  | 4 895   | 160 836 | 204186,87 |

**Source:** MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

#### f) Secteur « Commerce et services marchands »

Les ONG/AD et Fondations ont appuyé les populations vulnérables pour la mise en place d'AGR. En effet, de 2018 à 2022, au total 18 332 producteurs et 4 137 groupements ont bénéficié de micro crédits. Aussi, 27 670 producteurs ont bénéficié d'un appui pour la commercialisation de leurs produits et de sessions de formation en AGR au profit de 30 635 producteurs et 1 102 groupements.

L'apport financier des ONG/AD et Fondations au développement du commerce et des services marchands entre 2018 et 2022 s'élève à 16,29 milliards FCFA.

Le tableau suivant donne l'état des contributions dans ce secteur.

**Tableau 11** : Principales réalisations dans le commerce et les services marchands

| Commerce et Services Marchands                                       |             | 2018 | 2019   | 2020   | 2021   | 2022  | TOTAL  |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|------|--------|--------|--------|-------|--------|
| Bénéficiaires de Micro crédit                                        | Producteurs | 124  | 10 090 | 3 962  | 2 114  | 2 042 | 18 332 |
|                                                                      | Groupements | 187  | 12     | 212    | -      | 3 726 | 4 137  |
| Producteurs Bénéficiaires d'appui pour commercialisation de produits |             | 540  | 8 029  | 18 000 | 505    | 596   | 27670  |
| Bénéficiaires de formation en AGR                                    | Producteurs | 300  | 6 084  | 1 721  | 15 943 | 6 587 | 30 635 |
|                                                                      | Groupements | -    | 1      | 1 049  | 42     | 10    | 1102   |

Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

#### g) Secteur « Infrastructures de transport, de communication et d'habitat »

De 2018 à 2022, les ONG/AD et Fondations ont réalisé 50 logements au profit d'enseignants, d'agents de santé, d'étudiants et de personnes vulnérables. Contrairement à l'année 2021, il n'y a pas eu de données relatives à l'entretien de pistes rurales, probablement dû à la situation sécuritaire que vit le pays.

Sur les cinq dernières années, les ONG/AD et Fondations ont investi dans ce secteur, 13,73 milliards FCFA. L'on note que 2022 a enregistré la plus faible contribution durant ces cinq dernières années, d'une valeur de 1,53 milliards FCFA.

Le tableau ci-après récapitule les données y relatives.

**Tableau 12** : Principales réalisations dans les infrastructures de transport, de communication et d'habitat

| Infrastructures de Transport, de Communication et d'habitat | 2018 | 2019   | 2020 | 2021 | 2022 | TOTAL |
|-------------------------------------------------------------|------|--------|------|------|------|-------|
| Logements réalisés                                          | 11   | 3      | 21   | 3    | 12   | 50    |
| Entretien de pistes rurales                                 | 141  | 73,275 | -    | 125  | -    | 339   |

Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

#### h) Secteur « Transformation industrielle et artisanale »

Les ONG/AD et Fondations ont accompagné les femmes à travers la formation, la mise en place d'unités de transformation de produits locaux, la réalisation de foyers améliorés et de biodigesteurs. Ainsi, au cours de la période 2018-2022, 1 885 unités de transformation de produits locaux ont été créées, 555 biodigesteurs mis en place, 1 376 foyers améliorés réalisés et 1 867 femmes formées.

Pour ce secteur, la contribution financière globale s'élève à 6,18 milliards sur les cinq ans.

Les données détaillées sont récapitulées dans le tableau suivant.

**Tableau 13** : Principales réalisations dans la transformation industrielle et artisanale

| Transformation Industrielle et Artisanale   | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | TOTAL |
|---------------------------------------------|------|------|------|------|------|-------|
| Unités de transformation de produits locaux | 1    | 1164 | 601  | 46   | 73   | 1 885 |
| Formation des femmes                        | 1092 | 145  | 70   | 131  | 429  | 1 867 |
| Biodigesteurs réalisés                      | 492  | 47   | -    | 6    | 10   | 555   |
| Foyers améliorés réalisés                   | 964  | 204  | -    | 208  |      | 1 376 |

Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

### i) Secteur « Gouvernance administrative et locale »

Le renforcement des capacités des acteurs locaux est le principal centre d'intérêt des ONG/AD et Fondations dans ce secteur. Ainsi, 17 089 membres de groupements, 13 453 membres de CVD, 14 459 membres d'OBC, 7 897 personnels d'ONG, 6 307 membres COGES, 47 487 membres d'OSC locales, 56 834 acteurs communaux et 2 225 agents de l'administration ont vu leurs capacités renforcées notamment sur le rôle des acteurs locaux et sur le leadership.

Pour participer à l'ancrage d'une gouvernance administrative et locale saine dans les communautés, les partenaires associatifs ont apporté leur soutien au secteur à hauteur de 52,22 milliards FCFA entre 2018 et 2022.

Les données détaillées sont récapitulées dans le tableau suivant.

**Tableau 14** : Principales réalisations dans la gouvernance administrative et locale

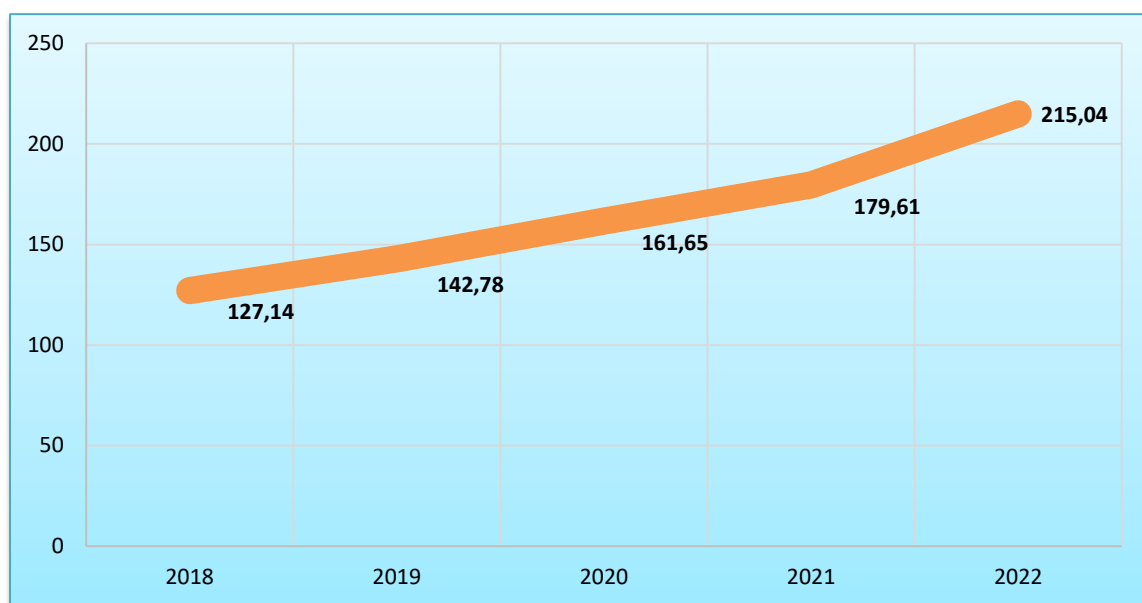
| Gouvernance Administrative et Locale | 2018  | 2019  | 2020   | 2021  | 2022 | TOTAL  |
|--------------------------------------|-------|-------|--------|-------|------|--------|
| Groupements                          | 612   | 85    | 1 603  | 200   | 67   | 2 567  |
| Membres de Groupements               |       | 7476  | 6 515  | 369   | 162  | 14 522 |
| CVD                                  | 40    | 1     | 288    | 100   | 10   | 439    |
| Membres CVD                          | 169   | 767   | 10 200 | 1 760 | 118  | 13 014 |
| OBC                                  | -     | 3     | 50     | 1400  | 1368 | 2 821  |
| Membres OBC                          | 2 384 | -     | 10 396 | 97    | 582  | 13 459 |
| Personnel d'ONG                      | 22    | 12    | 2 675  | 5 040 | 148  | 7 897  |
| COGES                                | 212   | 254   | 350    | 15    | 105  | 936    |
| Membres COGES                        | 16    | 2 862 | 2 197  | 81    | 215  | 5 371  |
| OSC locales                          | 1     | 1 838 | 1 307  | 160   | 124  | 3 430  |
| Membres d'OSC locales                | 261   | 1 801 | 40 418 | 1 375 | 202  | 44 057 |
| Acteurs municipaux                   | 4 068 | 2 418 | 49 362 | 144   | 842  | 56 834 |
| Agents de l'Administration publique  | 160   | 401   | 503    | 681   | 480  | 2 225  |

**Source:** MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

### 2. Evolution des contributions financières

Les contributions financières des ONG/AD et Fondations dans la mise en œuvre des politiques publiques sont appréciables au vue de leur tendance ascendante. En effet, elles sont passées de 127,14 milliards FCFA en 2018 à 215, 04 milliards FCFA en 2022, soit une évolution moyenne de 14,10%.

**Graphique 2 : Contributions financières globales des ONG/AD et Fondations de 2018 à 2022**



Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG, Septembre 2023

### CHAPITRE III : INTERVENTIONS DES ONG/AD ET FONDATIONS AU BURKINA FASO EN 2022

Les ONG/AD et Fondations mobilisent d'importantes ressources financières pour la réalisation de projets et programmes au profit des populations burkinabè.

Ce chapitre met l'accent sur les efforts déployés par les ONG/AD et Fondations pour accompagner l'Etat burkinabè dans la mise en œuvre des politiques publiques. Il capitalise l'ensemble des données fournies par les ONG/AD et Fondations. Aussi, il est relevé dans cette partie, des variations de la contribution des ONG/AD et Fondations par rapport à l'année 2021. Les principales raisons de ces variations (tendances haussières et baissières) se situeraient à plusieurs niveaux. S'agissant de la tendance haussière, elle serait liée essentiellement à :

- la confiance de plus en plus marquée des partenaires techniques et financiers vers les acteurs non étatiques pour la mise en œuvre de certains projets et programmes ;
- l'augmentation du nombre des ONG/AD et fondations intervenants sur le territoire national.

Quant à la baisse, elle s'expliquerait par :

- le manque de constance dans la transmission des rapports par certains acteurs, ce qui complique le suivi régulier de leurs projets ;
- la clôture de certains grands projets précédemment exécutés par les ONG/AD et Fondations dont les portefeuilles occupaient une part importante dans la contribution totale des ONG/AD et Fondations .

#### I La mobilisation des ressources

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes de développement, les ONG/AD et Fondations mobilisent des ressources financières à travers diverses sources qui sont entre autres :

- les ressources propres constituées des fonds provenant de leur siège, des cotisations des membres ou d'activités génératrices de revenus ;
- les ressources provenant des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux entretenant ou non des rapports de coopération avec l'Etat ;
- l'Etat, à travers les facilités fiscales et douanières accordées aux ONG/AD et Fondations, les subventions et les contractualisations ;
- les financements endogènes qui sont des contributions des communautés bénéficiaires (agrégats, main d'œuvre, numéraires) ;
- les dons provenant d'entreprises privées et de particuliers.

Ces ressources sont détaillées dans le tableau suivant.

**Tableau 15** : Mobilisations par source de financement

| Sources                                  | Montant 2021 (Milliards de FCFA) | Montant 2022 (Milliards de FCFA) | Ecart        |
|------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--------------|
| <b>Ressources propres</b>                | <b>62,51</b>                     | <b>76,43</b>                     | <b>13,92</b> |
| <b>Ressources externes</b>               | <b>227,23</b>                    | <b>312,17</b>                    | <b>84,94</b> |
| <i>Bilatéral</i>                         | 103,64                           | 149,62                           | 45,98        |
| <i>Multilatéral</i>                      | 36,6                             | 66,47                            | 29,87        |
| <i>Organismes privés et particuliers</i> | 80,69                            | 91,86                            | 11,17        |
| <i>Etat</i>                              | 3,51                             | 2,82                             | -0,69        |
| <i>Contribution des bénéficiaires</i>    | 2,8                              | 1,4                              | -1,4         |

**Source:** MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

## **1. Les ressources propres**

Les ressources propres regroupent les fonds provenant des sièges des ONG/AD et Fondations à l'étranger, des cotisations des membres et des revenus issus de diverses activités menées au niveau national. Cette catégorie enregistre pour l'année 2022, un montant global de 76,43 milliards FCFA soit une augmentation de 13,92 milliards FCFA par rapport au montant mobilisé l'année précédente qui se chiffrait à 62,51 milliards FCFA.

## **2. Les ressources externes**

Elles proviennent des partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux, de l'Etat burkinabè, des organismes privés, des particuliers ainsi que des bénéficiaires. Ces ressources sont évaluées à 312,17 milliards FCFA en 2022, contre 227,23 milliards FCFA en 2021, soit une augmentation de 84,94 milliards FCFA.

### **a) La contribution de l'Etat burkinabè**

L'Etat apporte sa contribution aux ONG/AD et Fondations sous forme de contrats d'exécution et d'exonérations fiscales et douanières. Les contrats d'exécution se matérialisent par la signature de contrats entre l'Etat ou ses démembrements avec des ONG/AD et Fondations ayant des compétences pour réaliser des activités dans un domaine déterminé.

Quant aux exonérations, elles sont accordées aux ONG/AD et Fondations sous certaines conditions. Ainsi, seules les ONG/AD et Fondations disposant d'une convention d'établissement et/ou d'un agrément à jour avec l'Etat et détentrices d'un certificat d'opérationnalité peuvent bénéficier de ces exonérations.

La contribution de l'Etat en 2022 au titre des contrats d'exécution et des subventions est évaluée à 2,82 milliards FCFA. elle est en baisse par rapport à celle de 2021 ( 3,51 milliards FCFA).

### **b) La contribution des bénéficiaires**

La contribution des bénéficiaires est parfois sollicitée pour la réalisation des projets/programmes afin de susciter leur implication et de faciliter leur appropriation desdits projets. La contribution demandée peut être en nature (main-d'œuvre, agrégats, etc.) ou en numéraires, en fonction de l'ouvrage ou de l'activité à réaliser. En 2022, les bénéficiaires ont contribué pour la réalisation de projets/programmes à hauteur de 1,40 milliards FCFA, en baisse de 50% par rapport à 2021 (2,80 milliards FCFA).

### **c) Partenaires bilatéraux**

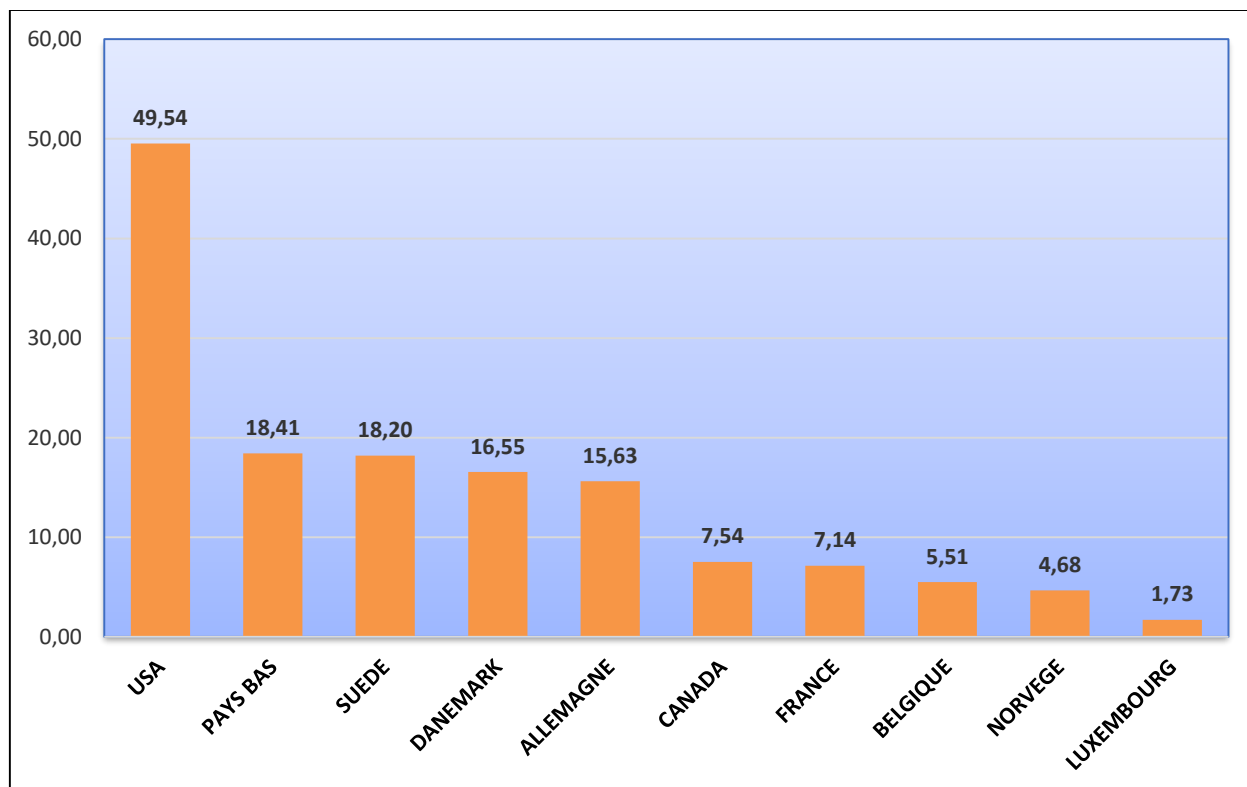
Au titre de l'année 2022, une contribution de 149,62 milliards FCFA a été enregistrée en provenance des partenaires bilatéraux contre 103,64 milliards FCFA en 2021, soit une hausse de 45,98 milliards FCFA.

Les États-Unis d'Amérique occupent la première place avec une contribution de 49,54 milliards FCFA contre 27,60 milliards FCFA en 2021, soit une hausse sensible de 21,94 milliards F CFA. Ils sont suivis par les Pays-Bas pour un montant de 18,41 milliards FCFA puis la Suède 18,20 milliards FCFA. Le Danemark et l'Allemagne suivent respectivement avec 16,55 milliards F CFA et 15,63 milliards F CFA.

La contribution des autres partenaires bilatéraux au titre de 2022 varie entre 1,73 et 7,54 milliards FCFA.

Les 10 grands pourvoyeurs bilatéraux en 2022 sont présentés par le graphique suivant :

**Graphique 3\_:** Contributions des 10 grands bilatéraux en 2022 en milliards FCFA



**Source:** MEFP /DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

#### **d) Partenaires multilatéraux**

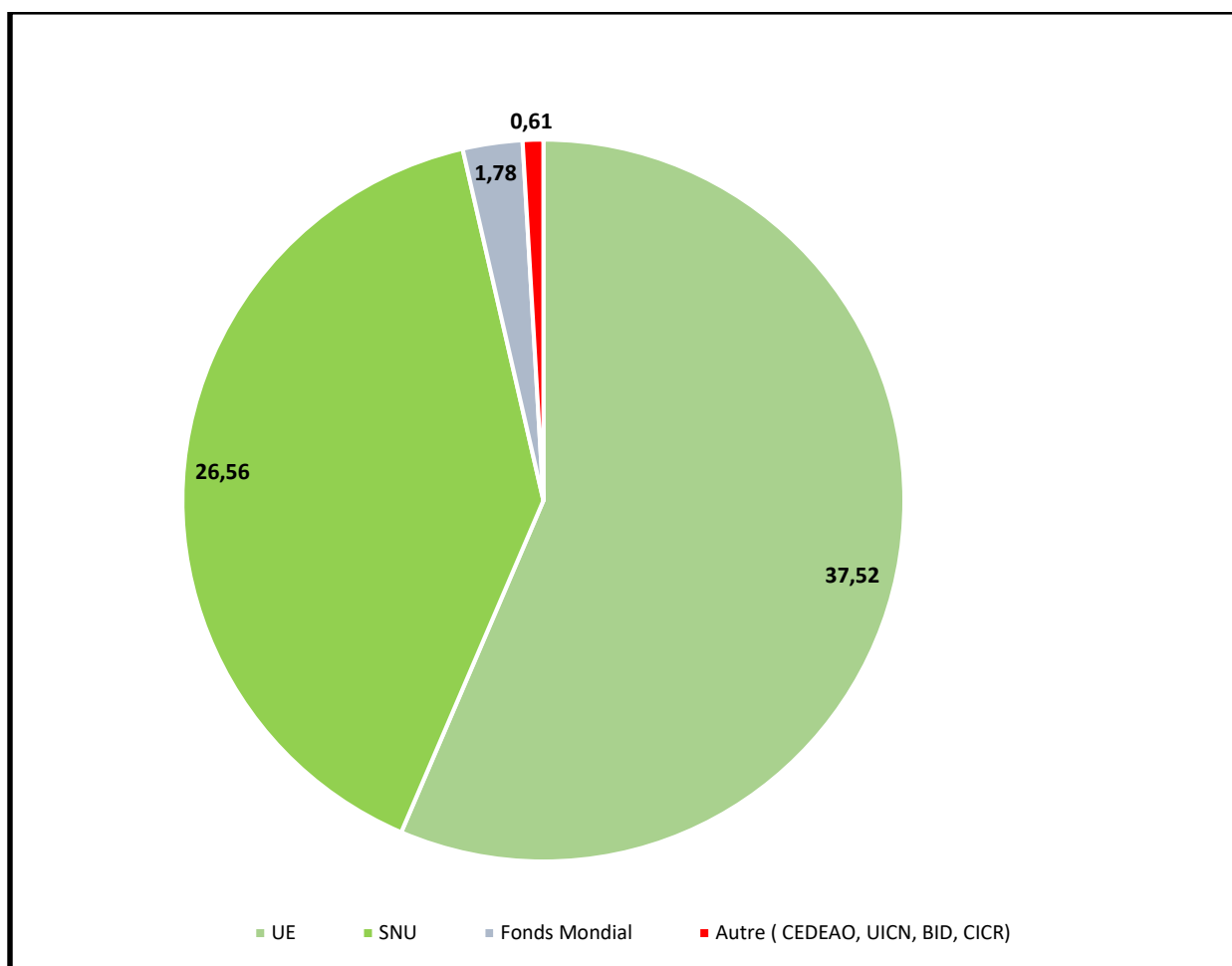
Parmi les partenaires multilatéraux, les plus grands contributeurs sont :

- l'union européenne qui occupe la première place avec une contribution de 34,52 milliards FCFA contre 18,33 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 16,19 milliards FCFA ;
- le Système des Nations Unies vient en second rang avec une contribution de 26,56 milliards FCFA contre 17,97 milliards FCFA en 2021, soit une hausse de 8,59 milliards FCFA ;
- le fonds mondial occupe la troisième place avec une contribution à hauteur de 1,78 milliards FCFA.

La contribution des autres partenaires varie entre 0,01 et 0,33 milliards FCFA.

Les apports de ces partenaires multilatéraux sont représentés par le graphique suivant :

**Graphique 4 :** Contributions des multilatéraux en 2022 (en milliards FCFA)



*Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023*

### **e) Organismes privés et particuliers**

Des organisations associatives, fondations, entreprises privées et des particuliers d'origine nationale ou étrangère apportent également leurs concours à la mise en œuvre des projets/programmes de développement exécutés par les ONG/AD et fondations à l'instar des partenaires bilatéraux et multilatéraux. En 2022, leurs contributions se sont élevées à 91,86 milliards FCFA contre 80,69 milliards FCFA en 2021 soit une hausse de 11,17 milliards FCFA.

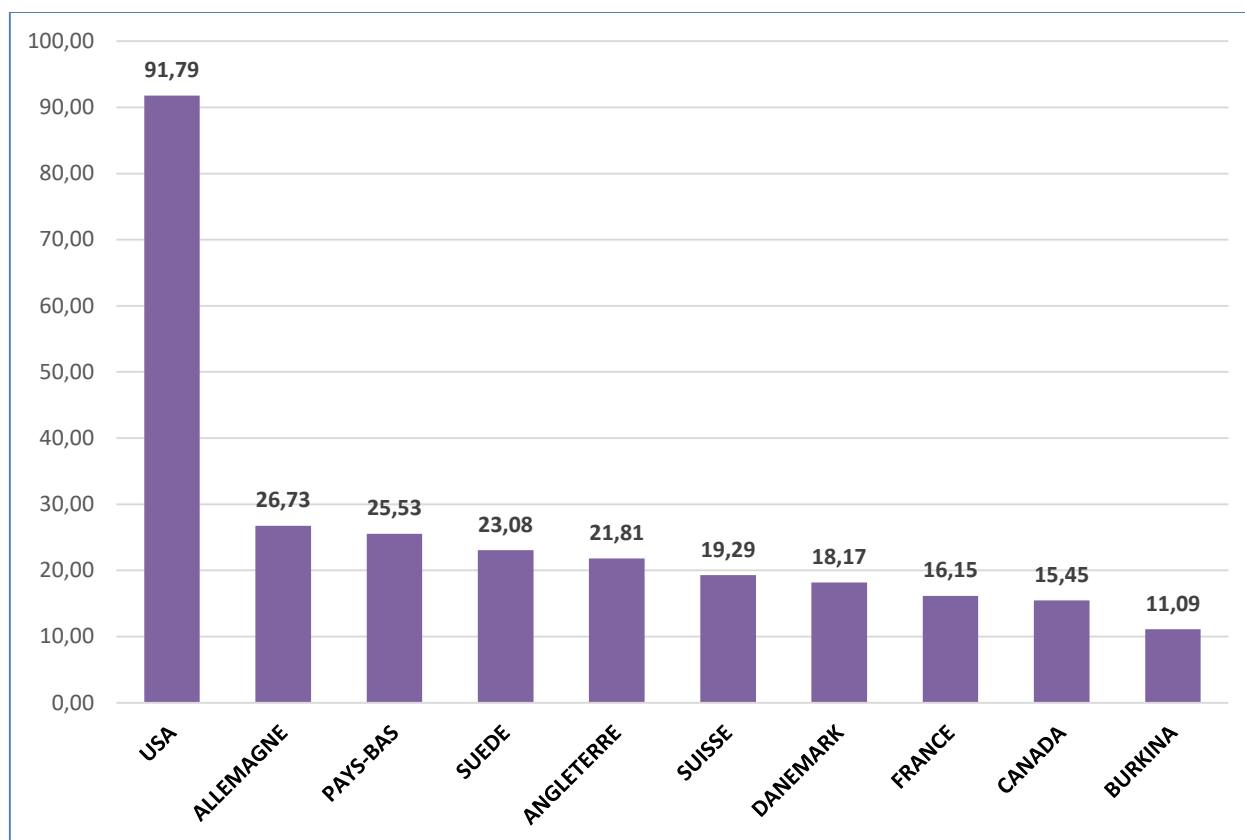
### **3. Répartition des ressources selon la provenance**

Cette catégorie présente les ressources mobilisées auprès des partenaires bilatéraux et des organismes privés (fondations, associations et particuliers...) selon le pays de provenance.

En 2022, les USA ont conservé leur leadership en matière de financement des ONG/AD et Fondations avec 91,79 milliards F CFA fournis. Ils sont suivis par l'Allemagne, les Pays-Bas, la suède, l'angleterre, la suisse et le danemark qui ont également fourni des efforts considérables. Cette augmentation significative du financement des ONG/AD et Fondations en 2022 témoigne de la solidarité de ces pays et de leurs peuples au Burkina Faso qui vit une crise humanitaire ces dernières années.

Le graphique ci-dessous donne la répartition des ressources financières selon le pays de provenance.

**Graphique 5 : Les 10 plus grands pays contributeurs en 2022 en milliards FCFA**



*Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023*

## **II Contribution financière par secteur de planification**

En 2022, les ONG/AD et Fondations ont investi au Burkina Faso au total 215,04 milliards FCFA. Les secteurs qui occupent les premières places des investissements effectués par les ONG/AD et Fondation sont respectivement les secteurs « travail, emploi et protection sociale » avec 89,28 milliards FCFA, « santé » avec 43,23 milliards FCFA, « production agro-sylvo-pastorale » avec 25,37 milliards FCFA, « éducation et formation » avec 19,32 milliards FCFA et « environnement, eau et assainissement » avec 20,67 milliards FCFA.

Les autres secteurs de planification ont bénéficié d'investissement à hauteur de 17,16 milliards FCFA sur une contribution totale de 215,04 milliards de FCFA, soit un taux de 7,98 %.

La répartition des contributions des ONG/AD et Fondations par secteur de planification est indiquée dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 16 :** Répartition des contributions des ONG/AD et Fondations par secteur de planification en 2022

| Secteurs                              | Montants en Milliards FCFA | Parts en %    |
|---------------------------------------|----------------------------|---------------|
| TRAVAIL, EMPLOI ET PROTECTION SOCIALE | 89,28                      | 41,52         |
| SANTE                                 | 43,23                      | 20,10         |
| PRODUCT AGRO-SYLVO-PASTO              | 25,37                      | 11,80         |
| ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT  | 20,67                      | 9,61          |
| EDUCATION ET FORMATION                | 19,32                      | 8,98          |
| GOUV ADMIN ET LOCALE                  | 7,69                       | 3,58          |
| JUSTICE ET DROITS HUMAINS             | 3,83                       | 1,78          |
| COMMERCE ET SERV MARCHANDS            | 1,59                       | 0,74          |
| CULTURE, SPORT, LOISIRS               | 1,54                       | 0,72          |
| TRANSP, COM et HABITAT                | 1,53                       | 0,71          |
| TRANSFO. INDUST. ET ARTISANALE        | 0,63                       | 0,29          |
| RECHERCHE ET INNOVATION               | 0,35                       | 0,16          |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>215,04</b>              | <b>100,00</b> |

**Source:** MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

### III Réalisations physiques et appuis divers

Les ONG/AD et Fondations accompagnent l'Etat dans la mise en œuvre des politiques publiques de développement. A cet effet, leurs interventions contribuent à l'atteinte des objectifs stratégiques des plans nationaux de développement. Ainsi, l'action des ONG en 2022 s'est également inscrite en droite ligne avec les objectifs de la Politique Nationale de Développement 2021-2025 (PNDES-II), déclinés en quatre axes stratégiques à savoir : consolider la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la paix (axe 1) ; approfondir les réformes institutionnelles et moderniser l'administration publique (axe 2) ; consolider le développement du capital humain et la solidarité nationale (axe 3) et dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois (axe 4).

Par secteur de planification, leurs contributions par axe stratégique se présentent comme suit en 2022 :

#### Axe 1 : Consolider la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la paix

Pour l'atteinte des objectifs stratégiques de cet axe, la contribution des ONG/AD et Fondations s'apprécie à travers les activités enregistrées dans le secteur « Travail, emploi et protection sociale ».

En effet, les réalisations ont concerné essentiellement la prise en charge psychologique, économique, vestimentaire, nutritionnelle, l'appui à l'insertion socio-professionnelle des femmes, des jeunes et des personnes en situation de handicap, la construction d'abris d'urgence et de projets au profit des Personnes Déplacées Internes (PDI).

Au titre de la protection sociale, 93 074 orphelins et enfants vulnérables, 277 123 nécessiteux, 3 031 personnes handicapées, 22 731 PDI/hôtes, 1 381 femmes et 2 565 élèves ont bénéficié de prises en charge économique, vestimentaire, nutritionnelle et psychosociale.

Aussi, 160 836 tonnes de vivres ont été octroyées à des personnes vulnérables.

Au niveau de l'appui à l'insertion socio-professionnelle ce sont 978 556 femmes, 44 253 jeunes et 25 782 personnes handicapées qui ont bénéficié de cet appui. En outre, 109 abris transitoires, 741 abris d'urgence et 653 abris semi durables ont été réalisés pour les PDI.

Par ailleurs, 240 jeunes ont été formés à la cohésion sociale et 100 acteurs à la protection de l'enfant.

Il est à noter également que 2 979 ménages vulnérables et 4 764 PDI et leurs hotes ont bénéficié de cash tranfert. Enfin, des documents d'état civil ont été établis pour 7 857 personnes.

Les principales réalisations dans ce secteur sont consignées dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 17** : Principales réalisations dans le secteur « Travail, emploi et protection sociale » en 2022

| Travail, Emploi et Protection Sociale |                                                                                                                               |                             | 2022    |
|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|---------|
| Protection Sociale                    | Prises en charge économique, vestimentaire, nutritionnelle, psychosociale                                                     | OEV                         | 93 074  |
|                                       |                                                                                                                               | PV/VIH                      | 499     |
|                                       |                                                                                                                               | Nécessiteux et vulnérables  | 277 123 |
|                                       |                                                                                                                               | Handicapés                  | 3 031   |
|                                       |                                                                                                                               | PDI                         | 39 986  |
|                                       |                                                                                                                               | Femmes                      | 1 381   |
|                                       |                                                                                                                               | Enfants PDI                 | 15 248  |
|                                       |                                                                                                                               | Enfants victime de violence | 3 422   |
|                                       |                                                                                                                               | Victimes de VBG             | 2 807   |
|                                       |                                                                                                                               | Ménages PDI/Hôtes           | 22 731  |
|                                       |                                                                                                                               | Elèves                      | 2 565   |
|                                       | Vivres octroyées (en t)                                                                                                       |                             | 160 836 |
| Insertion Socio-Professionnelle       | Insertion socio-prof des femmes                                                                                               |                             | 978 556 |
|                                       | Insertion socio-prof des jeunes                                                                                               |                             | 44 253  |
|                                       | Insertion socio-prof des personnes en situation de handicap                                                                   |                             | 25 782  |
|                                       | Ménages Bénéficiaire de cash transfert                                                                                        | Vulnérables                 | 2 979   |
|                                       |                                                                                                                               | PDI/Hôtes                   | 4 764   |
|                                       | Formation de jeunes à la cohésion sociale                                                                                     |                             | 240     |
|                                       | Acteurs de protection de l'enfance formés                                                                                     |                             | 100     |
|                                       | Réseaux Communaux de Protection de l'Enfant (RCPE) et Cellules Communautaires de Protection de l'Enfant (CCPE) mises en place |                             | 22      |
|                                       | Abris transitoires réalisés                                                                                                   |                             | 109     |
|                                       | Abris d'urgence réalisés pour PDI                                                                                             |                             | 741     |
|                                       | Abris semi-durables réalisés pour PDI                                                                                         |                             | 653     |
|                                       | Bénéficiaires de pièces d'état civil (CNIB, Actes naissances, Cartes invalidité)                                              |                             | 7 857   |

Source : MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

## **Axe 2 : Approfondir les réformes institutionnelles et moderniser l'administration publique**

Les interventions des ONG/AD et Fondations ont porté sur les secteurs de la « Gouvernance administrative et locale » et « Justice et Droits Humains ».

### **1. Le secteur « Gouvernance administrative et locale »**

Les activités réalisées dans ce secteur ont concerné essentiellement le renforcement des capacités, les formations en maîtrise d'ouvrage communal, en management et qualité des services communaux, le rôle des acteurs locaux, le leadership et la gestion administrative.

En effet, 162 membres de groupement, 118 organisations à base communautaires et 1 368 de leurs membres, 202 acteurs communaux, 842 agents de l'Administration publique et 465 leaders communautaires ont été formés.

Le tableau ci-dessous présente les principales actions réalisées dans ce secteur.

**Tableau 18 : Principales réalisations dans la Gouvernance administrative et locale en 2022**

| <b>Gouvernance Administrative et Locale</b>                                                                                                                                                  |                                         | <b>2022</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------|
| <b>Renforcement des capacités/Formations en Maitrise d'ouvrage communal, Management et qualité des services communaux, Rôle des acteurs locaux, Leadership, Gestion administrative, etc.</b> | Groupements                             | 67          |
|                                                                                                                                                                                              | Membres de Groupements                  | 162         |
|                                                                                                                                                                                              | Membres CVD                             | 10          |
|                                                                                                                                                                                              | Organisation à Base Communautaire (OBC) | 118         |
|                                                                                                                                                                                              | Membres OBC                             | 1 368       |
|                                                                                                                                                                                              | Personnel de l'ONG                      | 582         |
|                                                                                                                                                                                              | Comités de Gestion (COGES)              | 148         |
|                                                                                                                                                                                              | Membres COGES                           | 105         |
|                                                                                                                                                                                              | OSC locales                             | 215         |
|                                                                                                                                                                                              | Membres OSC                             | 124         |
|                                                                                                                                                                                              | Acteurs communaux                       | 202         |
|                                                                                                                                                                                              | Agents de l'Administration publique     | 842         |
| <b>Autres</b>                                                                                                                                                                                | Formation de jeunes                     | 230         |
|                                                                                                                                                                                              | Formation de leaders communautaires     | 465         |

*Source : MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023*

### **2. Le secteur « Justice et Droits Humains »**

Dans ce secteur, les principales actions ont porté sur la sensibilisation sur les droits humains et la formation d'officiers de police judiciaire et de magistrats. A ce titre, 54 290 personnes ont été sensibilisées sur les droits humains, 60 officiers de police judiciaire et 60 magistrats ont été formés.

## **Axe 3 : consolider le développement du capital humain et la solidarité nationale**

Les principales contributions des acteurs associatifs à l'atteinte des objectifs stratégiques de l'axe 3 ont concerné les secteurs « Education et formation », « Santé », « Environnement, eau et assainissement », « Recherche et Innovation » et « Infrastructures de transport, de communication et d'habitat ».

## 1. Secteur « Education et formation »

Les réalisations ont contribué à l'amélioration de l'offre éducative, à la qualité des enseignements et au maintien des élèves dans le système éducatif. Les interventions ont concerné la réalisation d'infrastructures, l'acquisition d'équipements et des appuis divers.

A ce titre, on note entre autres la construction de 80 établissements scolaires, 138 salles de classes complémentaires, 19 centres de formation et l'ouverture de 28 centres d'alphabétisation. Egalement, 3 543 tables-bancs ont été fournis, 2 246 établissements scolaires ont été appuyés pour fonctionnement. Aussi, 43 939 bourses et parrainage scolaires ont été accordés, 95 903 enfants ont bénéficié des repas de cantines scolaires et 4 091 élèves PDI ont été rescolarisés.

Le tableau suivant récapitule les principales réalisations dans ce secteur :

**Tableau 19** : Principales réalisations dans l'éducation et la formation en 2022

| Education et Formation         |                                                                        |                  | 2022   |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------|--------|
| Infrastructures et équipements | Etablissements scolaires                                               | Construit        | 80     |
|                                |                                                                        | Réhabilité       | 29     |
|                                | Salles de classe                                                       | Construit        | 138    |
|                                |                                                                        | Réhabilité       | 74     |
|                                | Centres de formation réalisés                                          |                  | 19     |
|                                | Centres d'alphabétisation ouverts                                      |                  | 28     |
|                                | Cantines scolaires réalisées                                           |                  | 947    |
|                                | Réalisation d'espaces d'étude                                          |                  | 1      |
|                                | Equipement en Tables-bancs                                             |                  | 3 543  |
| Appuis divers                  | Prises en charge scolaire (Bourses, scolarisations, parrainages, etc.) |                  | 43 939 |
|                                | Etablissements scolaires appuyés pour fonctionnement                   |                  | 2 246  |
|                                | Apprenants alphabétisés                                                |                  | 5 198  |
|                                | Bénéficiaires de formation                                             | Enseignants      | 8 769  |
|                                |                                                                        | Etudiants/Elèves | 23 902 |
|                                | Beneficiaires de cantines scolaires                                    |                  | 95 903 |
|                                | Nombre de PDI rescolarisés                                             |                  | 4 091  |
|                                | Jeunes Bénéficiaires de formation professionnelle                      |                  | 10 327 |
|                                | Femmes/Filles Bénéficiaires de formation professionnelle               |                  | 3 306  |

Source : MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

## 2. Secteur « Santé »

Dans le secteur de la santé, les actions ont concouru à l'amélioration de l'offre sanitaire et à une meilleure prise en charge des patients. Elles ont porté surtout sur la réalisation d'infrastructures et équipements sanitaires, la prise en charge d'interventions sanitaires et chirurgicales, l'octroi de kits nutritionnels nourrissons et de contraception, la formation des agents de santé, la sensibilisation et d'appuis divers. Ainsi, 2 centres de santé et de promotion sociale ont été construits et 49 ont été réhabilités, 17 700 cliniques mobiles mises en place. Aussi, 891 126 nourrissons, 192 216

personnes vulnérables et 793 303 PDI et leurs hôtes ont bénéficié de prise en charge sur le plan sanitaire. Egalement, 15 516 agents de santé ont été formés et 2 169 786 personnes sensibilisées sur la santé.

Les principales réalisations dans le secteur sont contenues dans le tableau ci-après :

**Tableau 20** : Principales réalisations dans le secteur de la santé en 2022

| Santé                          |                                                                  |                       | Total 2022       |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------|-----------------------|------------------|
| Infrastructures et équipements | CSPS/Dispensaires                                                | Construit             | 2                |
|                                |                                                                  | Réhabilité            | 49               |
|                                | Equipements médicaux                                             |                       | 1 749            |
|                                | Lots de consommables médicaux                                    |                       | 62 884           |
| Appuis divers                  | Centres de Santé appuyés pour fonctionnement                     |                       | <b>1 085</b>     |
|                                | Prise en charge sanitaire (soins, consultations et ordonnances)  | Femmes enceintes      | 14 472           |
|                                |                                                                  | Femmes post partum    | 5 640            |
|                                |                                                                  | Malnutris             | 98 886           |
|                                |                                                                  | Nourrissons           | 891 126          |
|                                |                                                                  | PV/VIH                | 1 870            |
|                                |                                                                  | Elèves                | 1 643            |
|                                |                                                                  | Personnes vulnérables | 192 216          |
|                                |                                                                  | Malades oculaires     | 3 108            |
|                                |                                                                  | Personnes handicapées | 3 660            |
|                                |                                                                  | PDI et hôtes          | 793 303          |
|                                | Prises en charge d'interventions chirurgicales                   |                       | <b>4 100</b>     |
| Autres                         | Agents de santé bénéficiaires de formation                       |                       | 15 516           |
|                                | Kits nutritionnels nourrissons octroyés                          |                       | 919 286          |
|                                | Kits de contraception distribués                                 |                       | 1 952 837        |
|                                | Nombre de personnes Sensibilisées sur la santé                   |                       | <b>2 169 786</b> |
|                                | Nombre bénéficiaire de dépistage de VIH                          |                       | <b>12 374</b>    |
|                                | Prise en charge des actes chirurgicaux des enfants               |                       | <b>175</b>       |
|                                | Prise en charge des actes chirurgicaux des personnes vulnérables |                       | <b>50</b>        |
|                                | Nombre de bénéficiaires de kits de protection contre covid-19    |                       | <b>942</b>       |
|                                | Femmes et jeunes filles bénéficiaires de kits de dignité         |                       | <b>40 937</b>    |
|                                | Cliniques mobiles mises en place                                 |                       | <b>17 700</b>    |

**Source:** MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

### 3. Secteur « Environnement, eau et assainissement »

Les contributions dans ce secteur ont porté sur la protection de l'environnement à savoir des actions de reboisement, sur l'eau et l'assainissement notamment la construction de latrines et la réalisation de points d'eau, l'octroi de kits d'hygiène et des actions de sensibilisation.

Les principales contributions dans ce secteur sont illustrées dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 21** : Principales réalisations dans le secteur « Environnement, eau et assainissement » en 2022

| Environnement                      |                                         |               | 2022    |
|------------------------------------|-----------------------------------------|---------------|---------|
| Environnement                      | Reboisement (en ha)                     |               | 13      |
|                                    | Arbres plantés                          |               | 444 185 |
|                                    | Sites anti érosifs aménagés (en ha)     |               | 7 200   |
|                                    | Vergers                                 |               | 281     |
|                                    | Jardins scolaires                       |               | 10      |
|                                    | Jardins potagers (en ha)                |               | 3 968   |
|                                    | Bosquets (en ha)                        |               | 20      |
|                                    | Plants d'arbre produits                 |               | 720     |
| Eau                                | Points d'eau potable (Forages et puits) | réalisé       | 569     |
|                                    |                                         | réhabilité    | 177     |
|                                    | Captages/Retenues d'eau                 | Micro-Barrage | 64      |
|                                    |                                         | Bouli         | 229     |
|                                    | Forages/ Puits maraîchers               |               | 551     |
| Assainissement                     | Latrines                                | Scolaires     | 45      |
|                                    |                                         | Disp/CSPS     | 1 622   |
|                                    |                                         | Publiques     | 1 679   |
|                                    |                                         | Familiales    | 42 118  |
|                                    | Kits d'hygiène octroyés                 |               | 51 084  |
| Nombre des personnes sensibilisées |                                         |               | 1 541   |

**Source:** MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

#### 4. Secteur « Recherche et Innovation »

Pour ce qui est de ce secteur, la contribution des ONG/AD et Fondations est orientée sur l'octroi de bourses. En effet, 20 mémoires d'études et de recherches ont été financés.

#### 5. Secteur « Infrastructures de transport, de communication et d'habitat »

L'accompagnement des ONG/AD et Fondations au titre de ce secteur a consisté en 2022 à la construction de 13 logements, à l'installation de 480 lampadaires solaires et la construction de 10854 abris pour les PDI.

Les réalisations sont consignées dans le tableau suivant.

**Tableau 22 :** Principales réalisations dans le secteur Infrastructures de transport, de communication et d'habitat en 2022

| Infrastructures de Transport, de Communication et d'Habitat |                                      | 2022   |
|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------|
| Logements réalisés                                          | Enseignants                          | 5      |
|                                                             | Ménages PDI                          | 6      |
|                                                             | Etudiants                            | 2      |
| Electrification                                             | Etablissements Scolaires             | 1      |
| Autres                                                      | Construction d'abris pour PDI        | 10 854 |
|                                                             | Installation de lampadaires solaires | 480    |

**Source:** MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

#### Axe 4 : Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois

Les interventions des ONG/AD et Fondations ont contribué à atteindre les objectifs stratégiques de l'axe 4 dans les secteurs de la « production agro-sylvo-pastorale », de la « transformation industrielle et artisanale », de la « culture, sport et loisirs » et « commerce et services marchands ». Elles ont permis d'améliorer les conditions de vie des producteurs, de promouvoir la culture et la sécurité alimentaire.

##### 1. Secteur «Production agro-sylvo-pastorale »

Les réalisations dans ce secteur concernent la mise en place d'unités de production agricole, l'aménagement hydro-agricoles et de périmètres maraichers, l'octroi d'intrants et d'engrais agricoles. En outre, les populations ont bénéficié d'infrastructures de stockage construites et/ou réhabilitées et de renforcement de capacités. Dans le domaine de l'élevage, des unités d'élevage ont été construites, du bétail et de la volaille distribués au profit des acteurs, ainsi que des séances de sensibilisation sur les crises agropastorales animées.

Ainsi, il est à noter que 1 266 unités de production agricoles, 20 417 hectares de terre hydro-agricoles et 503 hectares de périmètres maraichers ont été aménagés.

Egalement, 225 unités d'élevage de volaille ont été mises en place, 169 têtes de bovins et 339 troupeaux naisseurs de bovins, 5 729 têtes d'ovins, 38 troupeaux naisseurs de caprins ont été octroyés entre autres.

Le tableau ci-dessous présente la contribution des ONG/AD et Fondations dans ce secteur.

**Tableau 23** : Principales réalisations dans le secteur Agro-sylvo-pastoral en 2022

| Production Agro-sylvo-pastorale/ Agriculture        |             | Total 2022 |
|-----------------------------------------------------|-------------|------------|
| Unités de production agricole                       |             | 1 266      |
| Fosses fumières                                     |             | 949        |
| Production céréales (en t)                          |             | 357,50     |
| Aménagement Hydro-agricole (ha)                     |             | 20 417     |
| Aménagement Périmètre maraîcher (ha)                |             | 503,10     |
| Femmes bénéficiaire de formation dans l'agriculture | Producteurs | 17 731     |
|                                                     | Groupements | 235        |
| Autres bénéficiaires formation dans l'agriculture   | Producteurs | 77 075     |
|                                                     | Groupements | 2 970      |
| Magasins de stockage                                | Construits  | 20         |
|                                                     | Réhabilités | 18         |
| Engrais (en t)                                      |             | 660,22     |
| Bénéficiaires d'engrais                             |             | 952,50     |
| Semences (en t)                                     |             | 1 761,40   |
| Bénéficiaires de semences                           |             | 9 688      |
| Charrues                                            |             | 1 963      |
| Charrettes                                          |             | 100        |
| Tracteurs                                           |             | 22         |
| Autres Matériels offerts                            |             | 5 504      |

Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

| Production Agro-sylvo-pastorale/ Elevage      |  | Total 2022 |
|-----------------------------------------------|--|------------|
| Unités d'élevage de volaille mises en place   |  | 225        |
| Têtes de bovins octroyées                     |  | 169        |
| Troupeaux naisseurs de bovins octroyées       |  | 339        |
| Têtes d'ovins octroyées                       |  | 5 729      |
| Troupeaux naisseurs Caprins octroyés          |  | 38         |
| Têtes de volaille octroyées                   |  | 360        |
| Bénéficiaires Unités avicoles                 |  | 9 883      |
| Bénéficiaires de Bétail pour embouche         |  | 389        |
| Bénéficiaires formation dans l'élevage        |  | 531        |
| Sensibilisation sur les crises agropastorales |  | 13 221     |

Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

## 2. Secteur « Transformation industrielle et artisanale »

Au titre de la transformation industrielle et artisanale, des unités de transformation alimentaire ont été créées au profit des femmes principalement. En effet, 71 unités de transformations et 10 biodigesteurs ont été mis en place au profit des acteurs du domaine. Aussi, il est à remarquer que 289 unités de production de savon ont été opérationnalisées au profit des femmes.

Les principales réalisations sont présentées dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 24** : Principales réalisations dans la transformation industrielle et artisanale en 2022

| Transformation Industrielle et Artisanale                           |                  | Total 2022 |
|---------------------------------------------------------------------|------------------|------------|
| Unités de transformation de produits alimentaires                   | Riz              | 53         |
|                                                                     | Beurre de Karité | 2          |
|                                                                     | Moringa          | 16         |
| Unités de production autres produits pour femmes                    | Savon            | 289        |
| Biodigesteurs mis en place                                          |                  | 10         |
| Femmes Bénéficiaires d'appui pour transformation de produits locaux |                  | 285        |

Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

### 3. Secteur « Culture, sport et loisirs »

A ce niveau, les réalisations ont été orientées vers la construction de lieux de culte, l'octroi de kits sportifs, la formation par l'entraînement sportif et l'octroi de bourses de pèlerinage religieux. Ainsi, pour 2022, 73 lieux de cultes ont été construits et 20 bons de pèlerinages religieux accordés.

Les principales réalisations sont présentées dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 25** : Principales réalisations dans le secteur « culture, sport et loisirs » en 2022

| Culture, Sport et Loisirs                                                                                   | Total 2022 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Lieux de culte construits                                                                                   | 73         |
| diffusion de spots et animation d'émissions pour la radio pour sensibilisation/Nombre de personnes touchées | 88 914     |
| Formation par l'entraînement sportif                                                                        | 107        |
| Bourses de pèlerinage religieux                                                                             | 20         |

Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

### 4. Secteur « Commerce et services marchands »

Dans ce secteur, il s'est principalement agi de soutenir des producteurs en micro crédits et activités génératrices de revenus, ainsi que des appuis dans d'autres activités d'autonomisation au profit des femmes PDI, de jeunes et des associations villageoises.

Les principales réalisations sont présentées dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 26** : Principales réalisations dans le commerce et les services marchands en 2022

| Commerce et Services Marchands           |                                                                        |             | Total 2022   |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------|
| <b>Micro-crédit et AGR</b>               | Bénéficiaires Micro crédit                                             | Producteurs | 2 042        |
|                                          |                                                                        | Groupements | 3 726        |
|                                          | Handicapés bénéficiaires Micro crédit                                  | Producteurs | 54           |
|                                          |                                                                        | Groupements | 6            |
|                                          | Femmes Bénéficiaires Micro crédit                                      | Producteurs | 1 015        |
|                                          |                                                                        | Groupements | 171          |
|                                          | Bénéficiaires Appui pour commercialisation de produits                 | Producteurs | 596          |
|                                          |                                                                        | Groupements | 1 215        |
|                                          | Femmes Bénéficiaires Appui pour commercialisation de produits          | Producteurs | 1 044        |
|                                          | Autre bénéficiaires formation en AGR                                   | Producteurs | 5 543        |
|                                          |                                                                        | Groupements | 10           |
|                                          | Bénéficiaires formation en techniques de commercialisation             | Producteurs | 270          |
|                                          | Femmes Bénéficiaires formation en techniques de commercialisation      | Producteurs | 500          |
| <b>Autres activités d'autonomisation</b> | Femmes PDI appuyés pour mise en place d'AGR                            |             | <b>260</b>   |
|                                          | Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) mises en place |             | <b>158</b>   |
|                                          | Jeunes bénéficiaires d'appui pour renforcement d'AGR                   |             | <b>1 397</b> |

**Source:** MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

## **CHAPITRE IV : FACILITES FISCALES ACCORDEES PAR L'ETAT AUX ONG/AD ET FONDATIONS**

Les ONG/AD et Fondations sont considérées comme des organisations à but non lucratif qui participent à la mise en œuvre des politiques publiques de développement du Gouvernement. Elles accomplissent des missions de services publics.

De ce fait, elles bénéficient, conformément à la convention d'établissement signée avec le Gouvernement en ses articles 30 et 31, d'une exemption de paiement de droits et taxes sur les investissements qu'elles effectuent au profit des populations. Ces faveurs fiscales prennent la forme d'exonérations d'impôts, de taxes et des droits de douanes. Ce régime exclue les activités lucratives des organisations.

Au titre de l'année 2022, le montant total des exonérations fiscales et douanières accordées aux ONG/AD et Fondations s'élève à 2 325 704 806 FCFA.

### **I. Le régime fiscal et douanier applicable**

#### **1. La fiscalité intérieure**

Les exonérations fiscales portent sur les impôts directs et taxes assimilées, salaires, indemnités et autres rémunérations (du personnel expatrié), l'enregistrement des opérations immobilières et la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

#### **2. Les droits liés à l'importation**

L'exonération fiscale des ONG/AD et Fondations se présente sous les formes suivantes :

- franchise partielle des objets et effets de 1<sup>ère</sup> nécessité du personnel expatrié ;
- franchise partielle des biens et services et les dons en nature acquis par l'ONG ;
- importation temporaire pour les véhicules (de tourisme, utilitaires et motocyclettes) ;
- admission temporaire d'équipements et d'engins (à réexporter à la fin des travaux.)

### **II. Les exonérations fiscales et douanières accordées aux ONG/AD et Fondations**

#### **1. Le remboursement de la TVA**

Les demandes de remboursement adressées à la DGI doivent comporter le visa de la DGCOOP. Le remboursement est trimestriel et intervient le mois suivant la fin du trimestre concerné.

En fin 2022, sur le montant total des demandes de remboursement TVA soumises par les ONG à la DGI évalué à 380 882 078 FCFA, 71% ont été effectivement remboursés, soit 268 716 577 FCFA.

Les détails sont contenus dans le tableau ci-après.

**Tableau 27 :** Traitement des demandes de remboursement de la TVA

| N° | ONG/AD et Fondations                             | Soumises           | Accordées          | Rejetées           |
|----|--------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
|    |                                                  | Montant            | Montant            | Montant            |
| 1  | FRERES DES ECOLES CHRETIENNES                    | 133 176 480        | 65 908 649         | 67 267 831         |
| 2  | BUILDON                                          | 664 074            | 664 074            | 0                  |
| 3  | FONDATION DREYER                                 | 21 362 336         | 21 362 336         | 0                  |
| 4  | INTERMON - OXFAM                                 | 3 800 350          | 2 284 831          | 1 515 519          |
| 5  | OFFICE DE DEVELOPPEMENT DES EGLISES EVANGELIQUES | 22 861 046         | 9 172 507          | 13 688 539         |
| 6  | LE SOLEIL DANS LA MAIN                           | 19 709 504         | 17 460 606         | 2 248 898          |
| 7  | OXFAM                                            | 4 459 988          | 3 850 626          | 609 362            |
| 8  | PLANETE ENFANTS ET DEVELOPPEMENT                 | 7 558 568          | 7 558 568          | 0                  |
| 9  | RES PUBLICA                                      | 107 689 574        | 107 689 574        | 0                  |
| 10 | PLAN-BURKINA                                     | 33 225 938         | 25 399 955         | 7 825 983          |
| 11 | TERRE DES HOMMES                                 | 26 374 220         | 7 364 851          | 19 009 369         |
|    | <b>TOTAL</b>                                     | <b>380 882 078</b> | <b>268 716 577</b> | <b>112 165 501</b> |

Source : MEFP/DGCOOP Septembre 2023 à partir des données fournies par la DGI

## 2. Les facilités douanières

Au titre de l'année 2022, les facilités d'importation concédées aux ONG/AD et Fondations s'élèvent à 2 056 988 229 FCFA, dont 1 403 615 942 FCFA de TVA (68 %) et 653 372 287 FCFA de Droit de douanes (32%).

La répartition des données révèle que 92,51% des exonérations douanières ont été accordées aux ONG contre 7,49% pour les Associations de Développement.

**Tableau 28 :** Exonérations accordées par la DGD (en francs CFA)

| TYPE  | Droits de Douane | TVA           | TOTAL         | Part % |
|-------|------------------|---------------|---------------|--------|
| ONG   | 609 536 677      | 1 298 587 216 | 1 908 123 893 | 92,51  |
| AD    | 43 835 610       | 105 028 726   | 148 864 336   | 7,49   |
| Total | 653 372 287      | 1 403 615 942 | 2 056 988 229 | 100    |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023, construit à partir des données 2022 de la DGI

## **CONCLUSION PARTIELLE**

L'exacerbation de la crise sécuritaire au Burkina Faso n'a pas entamé les efforts de contribution des ONG/AD et Fondations aux actions de développement. En effet, il convient de relever qu'en 2022, la contribution financière de ces entités est estimée à 215,04 milliards FCFA repartis dans l'ensemble des secteurs d'activités. Par ailleurs, pour accompagner les efforts de développement de ses partenaires associatifs, l'Etat a consenti 2 325 704 806 FCFA d'exonérations fiscales et douanières.

Il convient de relever toutefois que les ONG/AD et Fondations ont poursuivi leurs efforts de développement principalement dans les secteurs sociaux. Cette dynamique est salubre au regard des défis de cohésion sociale dans un contexte de crise sécuritaire et humanitaire au Burkina Faso.

## **DEUXIEME PARTIE : CONTRIBUTION DES ONG/AD ET FONDATIONS A LA COHESION ET A L'INCLUSION SOCIALES AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE**

Le Burkina Faso, longtemps considéré comme un havre de paix et de stabilité, fait face depuis 2016 à une crise sécuritaire et humanitaire. Cette situation est marquée par des attaques terroristes et la montée de l'extrémisme violent due à certains facteurs tels que l'intolérance, l'injustice, la haine, la division et la défiance de l'autorité de l'État. Par ailleurs, cette crise a engendré un déplacement massif de populations (1 882 391 PDI à la date du 31 décembre 2022) et dans ce contexte, la construction de la paix et la nécessité de promouvoir le vivre ensemble en harmonie sont plus que jamais menacées.

Au regard des conséquences de cette dégradation du tissu social, il devenait impérieux pour le gouvernement d'agir pour restaurer la paix, la cohésion sociale et le vivre-ensemble en harmonie.

Le Gouvernement a ainsi mis en place le Secrétariat Technique de la Réconciliation Nationale et du Vivre-Ensemble (ST/REViE) par Arrêté N° 2023-0046/MSAHRNGF/CAB du 06 juin 2023 portant attributions, organisation et fonctionnement du ST/REViE au sein du Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille (MSAHRNGF), chargé de la mise en œuvre des actions en faveur de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale. Cette initiative gouvernementale s'exécute en collaboration avec les organisations de la société civile et les communautés. Le Gouvernement s'est également doté de politiques et de textes réglementaires qui orientent les interventions des différents acteurs en matière de cohésion et d'inclusion sociales.

## CHAPITRE I : POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN MATIERE DE COHESION ET D'INCLUSION SOCIALES

Dans l'optique de restaurer la stabilité, le gouvernement du Burkina Faso a inscrit dans le Plan national de développement (PNDES II) 2021-2025, la consolidation de la résilience, de la sécurité, de la cohésion sociale et de la paix comme une de ses priorités (Axe 1).

Ainsi, trois (03) stratégies et leurs plans d'actions ont été adoptées pour l'opérationnalisation de cette volonté de sécurisation du territoire et de culture de la cohésion sociale. Il s'agit de :

- la stratégie de prévention de la radicalisation et de la lutte contre l'extrémisme violent (SNPREV) 2021-2025 et de son plan d'actions par arrêté conjoint N°2022-0011/MCSRN/MEFP du 14 juillet 2022 ;
- la stratégie nationale de cohésion sociale (SNCS) 2021-2025 et de son plan d'actions par arrêté conjoint N°2022-0012/MCSRN/MEFP du 19 juillet 2022 ;
- la stratégie nationale de la réconciliation (SNR) 2022-2026 et de son plan d'actions par arrêté conjoint N°2023-0024/MSAHRNGF/MEFP du 06 avril 2023.

En outre, le gouvernement et ses partenaires ont donné des contenus aux notions essentielles de cohésion et d'inclusion sociales.

### Notions de la cohésion et d'inclusion sociales

La SNCS 2021-2025 définit la cohésion sociale comme « ***le vivre-ensemble harmonieux et paisible des communautés qui permet un accès équitable aux ressources, cultive les valeurs collectives partagées (intégrité, solidarité, tolérance, ...) dans le respect des droits humains, des lois et institutions de la république, tout en réduisant les inégalités sociales*** ».

Selon la Banque Mondiale, l'inclusion sociale s'entend du processus visant à améliorer les conditions dans lesquelles les individus et les groupes peuvent participer à la vie de la société.

### I. Mise en œuvre de la stratégie nationale de cohésion sociale (SNCS) 2021-2025

Dans la perspective d'un Burkina Faso uni, solidaire et prospère où tous ses fils et filles travaillent à promouvoir et consolider la cohésion sociale et l'unité nationale pour un développement durable, les interventions du gouvernement ont été orientées vers la prévention et la gestion des conflits, l'atténuation des facteurs propices à la radicalisation et à l'extrémisme violent, le renforcement du dialogue social, la lutte contre l'exclusion, le renforcement de la coordination et des capacités des acteurs.

Depuis l'adoption de la stratégie, plusieurs activités ont été réalisées avec le concours des différents ministères concernés et les forces vives de la nation. Ainsi, on peut noter au titre des activités réalisées en 2022 par le ST/REViE :

- la commémoration de la 5<sup>ème</sup> Journée internationale du Vivre Ensemble en paix au Burkina Faso le 16 mai 2022 sous le thème « *Dans un contexte humanitaire difficile, exprimons notre solidarité à l'endroit des personnes déplacées internes en vue de bâtir un Burkina Faso de paix et du vivre ensemble* »;
- l'élaboration du plan de vulgarisation et d'ancrage social du Pacte de vivre-ensemble au Burkina Faso ;
- la formation de 334 leaders PDI et de la Communauté hôte de six (06) régions à forte prévalence sur la technique de prévention et de médiation des conflits communautaires à travers la restitution des documents de stratégies (cohésion sociale, pacte de vivre-

ensemble, prévention de la radicalisation et lutte contre l'extrémisme violent, réconciliation nationale) ;

- la formation/sensibilisation de 38 organes de prévention des conflits à travers la restitution des documents de stratégies (cohésion sociale, pacte de vivre-ensemble, prévention de la radicalisation et lutte contre l'extrémisme violent, réconciliation nationale) ;
- la réalisation de deux (02) émissions radiophoniques interactives sur l'extrémisme violent et la cohésion sociale dans toutes les régions ;
- la formation de cinq (05) spécialistes de la déradicalisation dont (01) Psychologue, (01) spécialiste en santé mentale, (02) instructeurs religieux et (01) éducateur spécialisé) pour le centre de déradicalisation de Gao ;
- la création de centres de déradicalisation à Gallo et à Ziniaré ;
- la création d'une structure de Coordination nationale pour le suivi des comités locaux de dialogue pour la restauration de la paix par le Décret N°2022-0117/PRES-TRANS/PM du 13 avril 2022 ;
- la mise en place de seize (16) Comités locaux de dialogue pour la restauration de la paix dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et de la Boucle du Mouhoun ;
- l'organisation de campagnes de communication par les radios locales au profit des Comités locaux de dialogue pour la restauration de la paix à Ouagadougou, Koupèla, Kaya, Bobo Dioulasso et Koudougou.

Si ces actions ont contribué à renforcer le vivre ensemble, des insuffisances ont été notées et constituent des défis à relever par l'ensemble des acteurs. Leur résolution permettra de renforcer les capacités d'intervention afin d'identifier les perspectives à même d'apporter une réponse plus appropriée aux préoccupations des populations.

## **II. Défis et perspectives**

Les actions entreprises par le gouvernement pour sécuriser le territoire et promouvoir la cohésion sociale ont permis d'enregistrer des acquis, mais la persistance des attaques terroristes et le déplacement massif des populations ont engendré d'importants besoins sociaux à satisfaire.

De nombreux défis restent ainsi à relever notamment en termes de promotion de la cohésion et l'inclusion sociales. En outre, des actions novatrices sont envisagées en vue d'assurer un meilleur vivre ensemble.

### **1. Des défis**

Les défis les plus importants à relever sont résumés ainsi qu'il suit :

- ✓ la restauration de la sécurité, condition indispensable pour le retour des services de l'administration publique et des PDI dans leurs localités d'origine ;
- ✓ le renforcement de l'autorité de l'Etat et de la bonne gouvernance ;
- ✓ la prise en compte des besoins spécifiques et des aspirations des groupes vulnérables (personnes âgées, personnes handicapées, femmes, enfants,...) ;
- ✓ le renforcement des cadres de concertation intra-communautaires et inter-religieux ;
- ✓ le renforcement des acquis traditionnels en matière de cohésion sociale (la valorisation de la parenté à plaisanterie, ...) ;
- ✓ le renforcement de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) ;
- ✓ le renforcement de l'offre de services sociaux de base (eau, assainissement, santé,...) souvent source de conflits sociaux ;

✓ Etc...

## **2. Des perspectives**

La situation sécuritaire au Burkina Faso exige du Gouvernement ainsi que des partenaires au développement (ONG/AD et Fondations, ...) la mise en place d'actions de renforcement de la résilience et de cohésion sociale entre les différentes communautés, de veiller à la mise en œuvre efficace de toutes les actions prévues dans les stratégies adoptées.

Il s'agira de sécuriser l'ensemble du territoire national, de renforcer les capacités des Communautés d'accueil en vue de travailler à la restauration de la paix, de la cohésion sociale et à l'amélioration des conditions de vie des populations affectées.

Aussi, convient-il de renforcer la coordination et l'adoption du nexus humanitaire-développement-paix avec les partenaires humanitaires dans la planification et mise en œuvre des activités, à travers :

- ✓ l'opérationnalisation de l'identifiant unique dans le recensement et l'enregistrement des personnes vulnérables, des PDI et des populations hôtes afin d'éviter les conflits sociaux nés du traitement inégalitaire des bénéficiaires ;
- ✓ l'amélioration des conditions de vie économique et sociale des populations dans les zones à fort défi sécuritaire (par la mise en œuvre d'un programme de formation professionnelle et de soutien financier aux initiatives entrepreneuriales, le développement d'activités économiques au profit des PDI, etc.) ;
- ✓ l'amélioration de la collaboration entre les populations hôtes et les PDI dans le processus d'aménagement de sites d'intégration ;
- ✓ la mise en place d'un centre de déradicalisation et de réinsertion sociale des enfants et jeunes victimes de l'enrôlement et de l'endoctrinement terroristes.

Aussi, un projet de Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PA-SD) a-t-il été élaboré et sa validation permettra d'adopter une nouvelle loi portant liberté religieuse et ses textes d'application ; de renforcer le dialogue interreligieux et interculturel, de prévenir et gérer les conflits communautaires et intercommunautaires, de poursuivre le processus de réconciliation nationale, de systématiser la répression des discours haineux et la stigmatisation des communautés et de diligenter le traitement des dossiers pendants en justice.

La mise en œuvre de ces actions contribuera à réduire les tensions et inégalités sociales en vue de garantir un environnement social propice au développement et au bien-être social.

## CHAPITRE II : LES INTERVENTIONS DES ONG/AD ET FONDATIONS EN FAVEUR DE LA COHESION ET DE L'INCLUSION SOCIALES AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

Au Burkina Faso, la cohésion et l'inclusion sociales revêtent une importance capitale pour le vivre ensemble. Cependant, depuis plusieurs années, le pays fait face à la dégradation du climat social et l'avènement des facteurs socio-politiques ayant favorisé l'ancrage et le développement du terrorisme et l'effritement de la cohésion sociale.

Face à cet environnement social, l'Etat avec l'accompagnement de ses partenaires, a entrepris plusieurs actions en vue de recréer un climat social favorable à la cohésion, avec l'implication de toutes les couches de la société. L'effritement de cette légendaire cohésion sociale a mérité qu'une attention particulière lui soit accordée par le Gouvernement, notamment à travers la priorisation de la promotion de la cohésion sociale dans les politiques publiques et la mise en place de structures chargées de cette question. Les ONG/AD et Fondations en tant que partenaires de l'Etat, ont joué un rôle important dans ce processus en apportant leur concours à la promotion de la paix et du vivre ensemble.

### I. Profil des ONG/AD et Fondations intervenant dans la cohésion et l'inclusion sociale au niveau communautaire

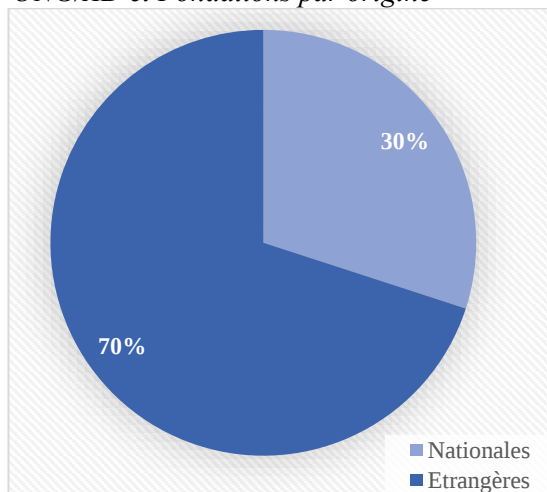
Les ONG/AD et Fondations intervenant dans la promotion de la cohésion et l'inclusion sociales au niveau communautaire sont d'origines diverses et emploient plusieurs stratégies.

#### 1. Origine des ONG/AD et Fondations

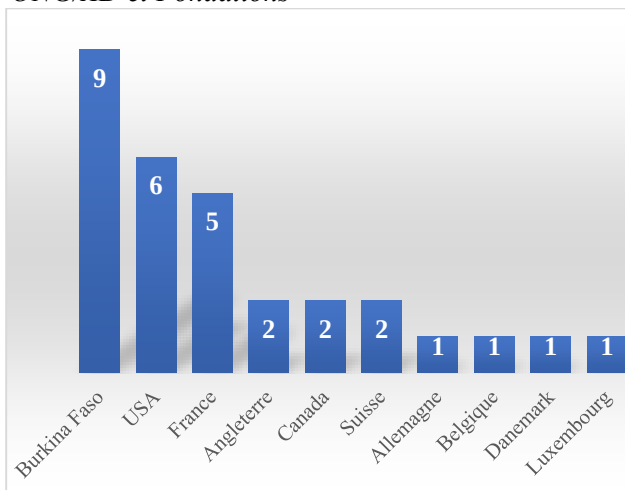
De 2018 à 2022, 30 ONG/AD et Fondations ont œuvré à promouvoir la cohésion et l'inclusion sociales au sein des communautés burkinabè. Parmi elles, 21 sont d'origine étrangère.

Les graphiques suivants donnent une répartition desdites ONG/AD et Fondations.

**Graphique 6 :** Répartition (en %) des ONG/AD et Fondations par origine



**Graphique 7 :** Répartition par Pays d'origine des ONG/AD et Fondations



Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

#### 2. Stratégies d'intervention des ONG/AD et Fondations

Les ONG/AD et Fondations qui interviennent dans le domaine de la cohésion et l'inclusion sociales sont orientées vers une approche de création d'une société de paix où tous ses membres se reconnaissent mutuellement, reconnaissent leur importance et leur nécessaire contribution au vivre ensemble.

Les stratégies d'intervention utilisées s'appuient sur les renforcements de capacités (les formations, les sensibilisations, le plaidoyer, les appuis aux personnes vulnérables, les appuis à l'insertion des personnes marginalisées et les appuis aux victimes de violences, etc.), la création de groupes ou comités de promotion de la justice et de la paix au niveau des différentes confessions religieuses.

La proximité des ONG/AD et Fondations avec les populations est un atout majeur dans la conduite de ces interventions. Toutefois, en raison de la persistance de l'insécurité dans certaines zones, certaines organisations ont recours à la stratégie de l'intervention indirecte ou le « faire faire » qui consiste à mettre à contribution les organisations locales ou communautaires dans la réalisation des activités.

## **II. Analyse des contributions physiques et financières**

### **1. Répartition des investissements par an**

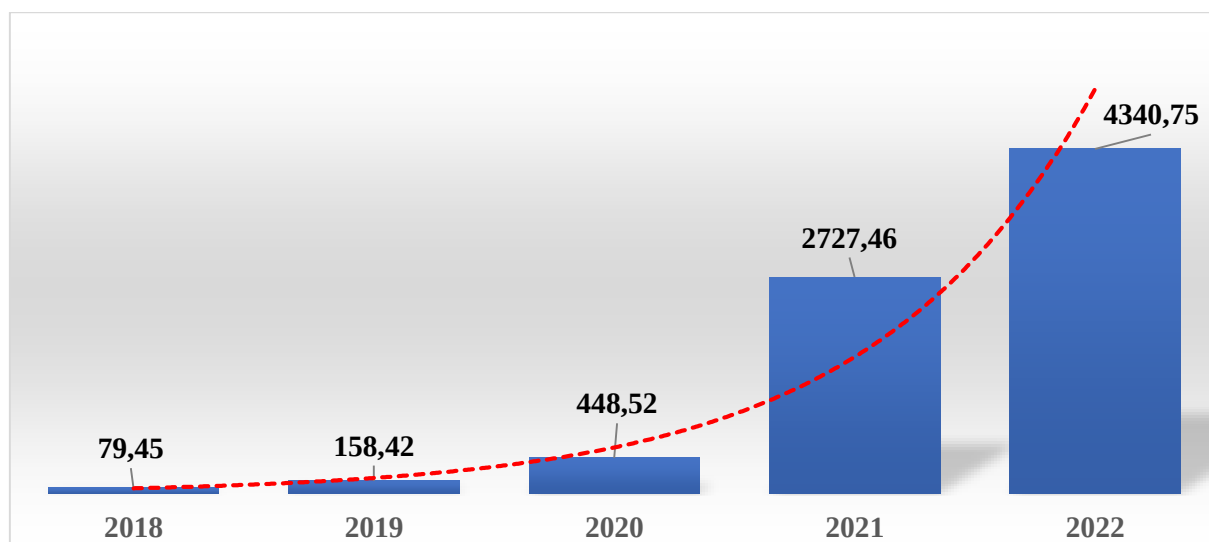
Les actions multiformes engagées par les ONG/AD et Fondations de 2018 à 2022 en faveur de la cohésion et l'inclusion sociales s'élèvent à 7,75 milliards FCFA. Ces contributions ont évolué de façon exponentielle sur la période concernée, avec une croissance des apports de 212,14 % en moyenne annuelle. Cette croissance pourrait s'expliquer par l'augmentation des investissements des ONG/AD et Fondations en raison des besoins humanitaires croissants dus à l'amplification de la crise sécuritaire ces dernières années.

Cette contribution a permis de financer des formations/renforcements de capacités et des sensibilisations au profit des leaders politiques, religieux, coutumiers, communautaires, des professionnels des médias, des femmes et des jeunes. Les thèmes abordés ont porté sur le développement communautaire ; le leadership organisationnel ; les droits humains ; les droits et devoirs dans la famille/le ménage, le mariage et le bien-être, la vie communautaire, le respect des différences et des particularités de chaque individu, la lutte contre la marginalisation et les violences, la prévention et la gestion pacifique des conflits, le civisme et la citoyenneté, la culture de la paix.

Elles ont également concerné la mise en place d'AGR au profit des femmes et des jeunes, l'insertion sociale des personnes marginalisées, l'assistance et la prise en charge des personnes victimes de violences.

Comparativement à l'année 2021, le coût des investissements de l'année 2022 a évolué de manière substantielle passant ainsi de 2 727 460 661 FCFA à 4 340 748 455 FCFA, soit une évolution de 59,15%.

**Graphique 8 :** Contributions financières en faveur de la cohésion et l’insertion sociales de 2018 à 2022 (en millions de FCFA)



Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

## 2. Répartition des investissements 2022 par région

Les investissements dans le domaine de la cohésion et l’inclusion sociales sont plus élevés dans les régions du Centre-Nord, du Sahel, du Nord, de la Boucle du Mouhoun et de l’Est. Ce sont celles dans lesquelles les attaques terroristes sont les plus fréquentes. Environ 84% du montant total, soit 3 635 579 660 F CFA ont été investis dans ces 5 régions. Aussi faut-il le relever, 559 436 293 FCFA investis par les ONG/AD et Fondations n’ont pu être désagrégué par Régions, en raison de l’incomplétude des informations transmises par ces dernières.

Le tableau suivant présente la répartition des contributions par région.

**Tableau 29 :** Investissements en faveur de la cohésion et l’insertion sociales par région

| REGIONS           | MONTANTS             |
|-------------------|----------------------|
| Centre-Nord       | 2 608 092 834        |
| Sahel             | 547 749 725          |
| Nord              | 250 714 432          |
| Boucle du Mouhoun | 130 968 457          |
| Est               | 98 054 212           |
| Cascades          | 44 321 849           |
| Hauts-Bassins     | 40 758 500           |
| Centre            | 29 871 121           |
| Centre-Est        | 17 441 460           |
| Centre-Ouest      | 7 500 000            |
| Sud-Ouest         | 4 874 850            |
| Plateau Central   | 964 721              |
| Non Désagrégué    | 559 436 293          |
| <b>TOTAL</b>      | <b>4 340 748 455</b> |

Source: MEFP/DGCOOP/DP-ONG- Septembre 2023

### CHAPITRE III : EXPERIENCES ET BONNES PRATIQUES

Le Burkina Faso fait preuve de résilience face à l'instabilité. Cependant, les déplacements massifs de populations peuvent être sources de conflits entre PDI et populations hôtes. Aussi, la rareté des ressources fragilise la cohésion sociale dans bien de localités. Dans ce contexte, le maintien de l'équilibre et de la cohabitation pacifique est essentiel.

Pour soutenir l'Etat dans ses actions de renforcement de la cohésion et de l'inclusion sociales, des ONG/AD et Fondations mettent en œuvre des projets et programmes basés sur des stratégies, des expériences et des approches qui ont permis d'atteindre des résultats encourageants. A ce titre, il faut retenir :

#### **I. Le développement de la stratégie « épicentre » développée par l'ONG The Hunger Project (THP-Burkina Faso)**

Un « épicentre » est le regroupement de plusieurs villages en centres dynamiques qui apprennent à agir ensemble afin de pouvoir subvenir à leurs besoins primaires. Ils reçoivent également un accès à des ressources gouvernementales ou du privé. En général, les épacentres se trouvent dans des localités qui sont loin (au moins 20 km) des petites et grandes villes et qui sont coupées des services de santé, des écoles, des marchés et souvent des services d'autres organisations non gouvernementales.

L'ONG The Hunger Project Burkina (THP-Burkina Faso), dans le but de contribuer au renforcement de la cohésion et de l'inclusion sociales au niveau communautaire a mis en place une stratégie dite « Stratégie de l'épicentre » qui vise à donner plus de pouvoir et de responsabilités aux communautés locales, en particulier les personnes les plus touchées par une crise humanitaire ou des problèmes de développement. Elle se déroule en quatre étapes.

La **première étape** concerne la mobilisation des villages pour leur autopromotion et la création d'une vision partagée pour un futur débarrassé de la faim. Durant cette phase, les activités principales de THP-Burkina Faso sont basées sur la mobilisation, l'organisation, le renforcement des capacités des communautés à la base.

La **deuxième étape** se déroule avec la participation et la contribution des populations de l'épicentre. À ce niveau, l'ONG construit un complexe d'infrastructures au siège de l'épicentre dont une salle de réunion pour la concertation entre les communautés des villages membres, et leur formation.

La **troisième étape** concerne le partenariat avec les communautés de l'épicentre au cours de laquelle, des programmes sont mis en œuvre dans certains domaines (santé, nutrition, éducation, alphabétisation et accès à l'eau potable...). Lorsque ces opportunités ou ressources sont inaccessibles ou insuffisantes, la cohésion et l'inclusion sociales peuvent être négativement affectées.

Enfin, une **quatrième étape**, au cours de laquelle, l'épicentre tend vers l'autosuffisance et satisfait les besoins de ses populations. En effet, c'est au cours de cette phase que les populations arrivent à subvenir à leurs besoins avec leurs propres revenus. C'est aussi à la fin de cette phase qu'intervient une évaluation de l'épicentre suivant 52 indicateurs retenus par THP-Burkina Faso. Si un épacentre procure une satisfaction d'au moins 80% aux indicateurs comme score, alors il est déclaré autonome.

Cette contribution de THP-Burkina Faso se résume à la construction d'infrastructures socio-économiques au siège de l'épicentre et dans d'autres villages, à l'octroi d'appuis financiers pour

la mise en œuvre des activités de microcrédit et de promotion de la femme et à la contribution au changement de mentalités des populations.

En 2022, THP- Burkina Faso a mis en œuvre des activités dans trois (03) épicentres à savoir Diapangou, Vy et Yéguéresso. Lorsque les besoins fondamentaux des communautés sont satisfaits, les conditions pour une cohabitation pacifique sont favorisées.



Session de travail épicentre de Vy

## **II. Projet de renforcement par la radio de l'engagement communautaire et de la redevabilité dans la réponse humanitaire auprès des personnes vulnérables mis en œuvre par la Fondation Hironnelle.**

Pour la Fondation Hironnelle, l'intérêt de ce projet réside dans le fait qu'il va permettre de faciliter le dialogue entre les personnes vulnérables des communautés affectées et les acteurs humanitaires à travers les médias. Ce projet a contribué à renforcer la redevabilité collective dans la réponse humanitaire du Burkina Faso et de sensibiliser les communautés en élaborant des messages informatifs pour les personnes affectées. Ainsi, la qualité de l'assistance humanitaire pour sauver les vies et restaurer la dignité des communautés touchées, en particulier leurs membres les plus vulnérables, est améliorée.

En effet, la cohabitation entre les PDI et les familles d'accueil peut conduire à des tensions sur le partage des ressources, notamment alimentaires, qui deviennent de plus en plus rares, aggravant ainsi les problèmes qui affaiblissent le vivre-ensemble.

Pour l'année 2022, la Fondation Hironnelle via le Studio Yafa a notamment :

- produit 30 émissions en 5 langues sur le vivre ensemble et la solidarité communautaire ;
- constitué, formé et doté un pool de 90 relais communautaires (l'utilisation de l'outil Kobo collect, les techniques d'animation de groupe et de rapportage d'activité);
- formé et doté 56 envoyés spéciaux en matériels (enregistreurs plus téléphones)
- établi 15 nouveaux partenariats avec des radios et a formé les correspondants de ces radios partenaires en journalisme humanitaire .

### **III. Mise en œuvre du projet de renforcement de la résilience et de la cohésion sociale « RECOSA » par l'ONG Humanité et Inclusion/HI**

Le projet de renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des populations vulnérables des régions transfrontalières du Burkina Faso (région du Sahel) a été coordonné par HI et mis en œuvre avec ses partenaires.

L'un des résultats majeurs attendu du projet est l'amélioration de la cohésion sociale, de la prévention et de la gestion des conflits pour les habitants des communes bénéficiaires du projet. Pour ce faire, des actions clés ont été posées à travers la mise en place d'activités axées sur la formation, l'information et la sensibilisation sur les conflits, la prévention, l'atténuation et la gestion des conflits, la création et la promotion des espaces de dialogues communautaires, le renforcement et l'amélioration des mécanismes internes de cohabitation pacifique.

Pour opérationnaliser ces ambitions, les activités se sont articulées autour de :

- la mise en place et le renforcement de comités communaux de paix ;
- la mise en place et le renforcement des espaces de dialogues communautaires autour de grands regroupements de villages ;
- la mise en place et le renforcement des comités de dialogue interreligieux (CDIR) ;
- la création des pools de jeunes et de femmes pour la paix ;
- la création et l'animation des espaces de dialogue autour de l'accès et de la gestion des ressources partagées (points d'eau, terres, etc.) ;
- le renforcement et l'équipement des commissions foncières villageoises ;
- la création des espaces de dialogue communautaire (Personnes Déplacées Internes et hôtes) autour de l'accès aux ressources naturelles.

Les espaces de dialogues communautaires contribuent à une influence positive sur l'amélioration de la cohésion sociale et sur les capacités locales à transformer et gérer les conflits. Ce projet a permis d'identifier les mécanismes de gestion des conflits qui peuvent être mis en place en minimisant les impacts négatifs et en maximisant les impacts positifs sur les dynamiques locales.



Sensibilisation des populations lors d'une caravane sur l'importance de la coexistence pacifique à Dori par A2N NODDE NOOTO

#### **IV. Les journées des communautés, cadre de valorisation des communautés et de renforcement des liens sociaux organisées par l'ONG UFC Dori**

Briser les barrières, valoriser les communautés, créer des liens de brassages et de connaissance mutuelle, telle est l'idée qui sous-tend l'organisation des Journées des communautés par l'Union Fraternelle des Croyants de Dori. Réunissant les différents groupes socioculturels existant dans la région du Sahel, ces journées d'interculturalité ont été initiées par l'UFC-Dori depuis 2020 en vue d'offrir à chaque communauté un cadre d'expression et de sa valorisation en vue de contribuer à la cohésion sociale.

Organisation communautaire, l'Union Fraternelle des Croyants de Dori a fait de la recherche et la construction de la paix son œuvre quotidienne. Ainsi, la recherche de solutions et de mécanismes endogènes pour renforcer la coexistence pacifique. C'est ainsi qu'à l'image des communautés religieuses qu'elle organise à travers les participations aux événements sociaux (fêtes religieuses, activités d'intérêt commun, etc.), l'organisation de Journée de la Tolérance, d'ateliers de formation et de sensibilisation sur la tolérance religieuse, etc. L'UFC-Dori a quasiment institué l'organisation régulière de journées dénommées « Journées des communautés » qui se tiennent au moins une fois chaque année. L'objectif de ces journées d'interculturalité est de favoriser des brassages entre les communautés pour une bonne connaissance mutuelle pour une coexistence pacifique et harmonieuse. La connaissance mutuelle favorise le respect mutuel et crée des conditions de cohabitation pacifique fondée sur la compréhension et la tolérance.

Les Journées des communautés se déroulent en plusieurs actes dont les plus importants sont les échanges à bâton rompu autour du thé, les défilés des communautés et les expositions de mets. A travers ces actes, chaque groupe culturel s'exprime à travers des exposés sur ses traits caractéristiques, ses us et coutumes, ce qui permet aux autres de le connaître et mieux le comprendre. De même, chaque groupe se valorise à travers le défilé aux pas de danses au rythme de musique traditionnelle et par l'exposition de son art culinaire et vestimentaire. L'organisation des journées des communautés est une suite logique de l'esprit de l'UFC-Dori qui veut, en plus du dialogue entre les communautés religieuses qui est le fondement même de l'UFC, engager les groupes socioculturels à des échanges et partages intercommunautaires pour une coexistence pacifique.

L'UFC-Dori veut à travers l'organisation régulière des journées des communautés, voir les groupes ethniques se tolérer, s'accepter dans leurs diversités et mieux fraterniser et reconstruire ensemble le Burkina Faso qui souffre d'une crise de confiance, de repli identitaire du fait du terrorisme qui détériore les rapports sociaux entre les groupes.



Les Comités Locaux de Paix (CLP), une solution endogène de prévention et de gestion pacifique des conflits locaux et de résilience communautaire pour la paix face à l'extrémisme violent dans le Sahel développés par l'ONG UFC Dori

Promus depuis 2014 dans la région du Sahel au Burkina Faso, les Comités Locaux de Paix (CLP) sont devenus une importante stratégie d'organisation et de développement pour promouvoir la

justice transitionnelle dans des contextes touchés par des conflits. Dans la pratique, travailler avec les CLP implique plusieurs choix stratégiques, y compris sur (1) la nature de la paix, la justice et les changements sociaux envisagés ; (2) la relation entre la consolidation de la paix locale et les interventions à divers niveaux ; et (3) le type d'institutions à promouvoir au niveau local, et le rôle des CLP dans l'avenir.

A la demande des populations ou par une approche concertée entre UFC et les communautés villageoises, le CLP est mis en place en assemblée générale villageoise de sorte que chaque habitant du village soit informé et participe à sa mise en place. Il est constitué en tenant compte de deux (2) facteurs importants qui guideront l'influence et l'efficacité du comité : la représentativité et la capacité de leadership des membres

Le comité local de paix fonctionne à l'image d'un arbre à palabre. L'objectif est de prévenir et de gérer les conflits afin de maintenir la paix et la cohésion sociale dans le village. Il se réunit périodiquement autour des leaders en fonction des alertes.

Il faut préciser que le processus d'installation du CLP peut être porté par une OSC, une collectivité locale ou une autorité morale locale.

La pertinence de cette approche réside dans le fait qu'à plusieurs reprises, elle a permis aux acteurs de ne pas aller à un conflit ouvert.

Avec les forts déplacements des populations dans le Sahel, les CLP restent opérationnels et permettent d'appréhender les problèmes à temps.

Ils contribuent de façon plus rapide à la remontée des informations pertinentes qui permettent de prendre en compte des conflits ou des tensions de façon précoce.



*Présentation des membres de CLP aux autorités locales (préfet, maire, et forces de sécurité) de Seytenga (province du Séno, Région du Sahel)*

## **CONCLUSION 2<sup>EME</sup> PARTIE**

Malgré le contexte sécuritaire toujours difficile en 2022, les interventions diverses et multiformes des ONG/AD et Fondations aux côtés de l'Etat burkinabè ont permis de répondre aux besoins urgents des PDIs, mais également de renforcer l'accès des populations en général aux services sociaux de base dans les différentes communautés hôtes. Ces actions humanitaires et de développement ont ainsi contribué non seulement, à renforcer la cohésion et l'inclusion sociales, mais également à susciter un lendemain meilleur pour les populations bénéficiaires de ces investissements.

## DIFFICULTES RENCONTREES ET RECOMMANDATIONS

Les ONG/AD et Fondations rencontrent des difficultés aussi bien dans la planification, la mise en œuvre que dans le suivi des projets et programmes de développement qui sont de nature à annihiler les efforts consentis de part et d'autre pour un partenariat efficace. Ainsi des difficultés ont été relevées par les acteurs associatifs et les acteurs étatiques.

### **I. Difficultés relevées par les acteurs associatifs**

- ✓ Les difficultés d'accès dans les zones d'intervention des ONG/AD et Fondations du fait de l'insécurité ;
- ✓ La faible prévisibilité des ressources à mobiliser auprès des bailleurs de fonds ;
- ✓ La faible synergie d'action entre les ONG intervenant dans les mêmes localités et/ou dans les mêmes secteurs ;
- ✓ le déplacement des populations bénéficiaires des interventions des ONG rendant quasi impossible la mise en œuvre de certaines activités ;
- ✓ l'insuffisance de ressources pour le financement des actions de développement ;
- ✓ l'insuffisance de ressources humaines pour la mise en œuvre des activités ;
- ✓ la faible maîtrise des procédures fiscales et douanières en matière d'exonérations ;
- ✓ la persistance des divisions sociales et communautaires créées par la politique,
- ✓ la difficulté dans l'identification des personnes indigentes ;
- ✓ La faible mobilisation des hommes dans les activités de sensibilisation ;
- ✓ la persistance de barrières socio culturelles (regroupement mixtes hommes/femmes, thèmes de sensibilisation jugés tabou (égalité homme-femmes) ;
- ✓ la réticence des leaders communautaires dans le contexte d'insécurité au regard de leur rôle mobilisateur.

### **II. Difficultés relevées par les acteurs publics**

- ✓ la faible qualité des documents soumis aux administrations publiques ;
- ✓ la faible capacité de formulation des projets et programmes de développement ;
- ✓ le non-respect de la mise en œuvre des programmes d'investissement soumis au moment de la signature des conventions d'établissement ;
- ✓ l'insuffisance de ressources humaines et financières pour un suivi efficace de l'intervention des ONG/ADF ;
- ✓ non transmission ou transmission hors délai des rapports et programmes d'activités annuels ;
- ✓ l'absence de collaboration formelle entre certaines ONG/AD et Fondations et les acteurs étatiques (absence de convention de partenariat avec les ministères de tutelle et de protocole d'entente avec les collectivités territoriales) ;
- ✓ la non appropriation des clauses conventionnelles par certaines ONG ;
- ✓ la faible collaboration entre les acteurs publics intervenant dans le partenariat ;

- ✓ la faible collaboration avec certaines administrations centrales et locales ;
- ✓ la faible participation aux cadres de concertation, aux séances d'information et de formation, etc.

### **III.Recommandations**

Au regard des difficultés et insuffisances relevées, les suggestions ci-après sont formulées aussi bien à l'endroit des ONG/AD et Fondations qu'à celui de l'autorité publique.

#### **a. A l'endroit des ONG/AD et Fondations**

- ✓ Renforcer la synergie d'actions entre les ONG intervenant dans les mêmes secteurs et localités ;
- ✓ Renforcer la collaboration avec les structures centrales et locales ;
- ✓ Développer des initiatives pour une implication effective des leaders communautaires ;
- ✓ organiser d'autres cadres de concertations avec les ONG/AD et Fondations.

#### **b. A l'endroit des acteurs étatiques**

- ✓ développer un système de communication et d'information à l'endroit des ONG/AD et Fondations ;
- ✓ renforcer la collaboration entre les structures intervenant dans la chaîne de gestion des ONG ;
- ✓ renforcer les capacités des ONG/AD et Fondations dans la planification et la formulation des projets et programmes de développement

## CONCLUSION GENERALE

La résilience des ONG/AD et Fondations, malgré la persistance de la crise sécuritaire et humanitaire au Burkina Faso et le ralentissement continu de l'économie mondiale en 2022 (qui a influencé les économies régionales et nationale), a permis aux populations de bénéficier des interventions de celles-ci en 2022. En effet, elles ont investi dans la plupart des secteurs de planification et tout particulièrement dans les secteurs sociaux pour un montant total de **215, 04 milliards FCFA contre 179, 61 milliards FCFA en 2022, soit une augmentation de 35,43 milliards de FCFA**. Leurs interventions ont couvert le territoire national malgré l'accès difficile à certaines zones du fait de la dégradation de la situation sécuritaire. Aussi des actions humanitaires et de développement s'élèvent à **4 340 748 455 FCFA, soit une évolution de 59,15% par rapport à 2021** et ont contribué non seulement, à renforcer la cohésion et l'inclusion sociales au niveau communautaire, mais également ont suscité un lendemain meilleur pour les populations bénéficiaires de ces investissements.

En outre, l'Etat burkinabè a accompagné ces partenaires associatifs à travers des exonérations fiscales et douanières d'un montant de **2 325 704 806 Francs CFA**.

## **ANNEXES**

## Annexe 1 : Répartition de la contribution par région 2022

| Région            | Montant 2022 en milliard |
|-------------------|--------------------------|
| Centre-Nord       | 28,81                    |
| Centre            | 17,53                    |
| Sahel             | 12,61                    |
| NORD              | 11,95                    |
| Boucle du Mouhoun | 9,48                     |
| Centre-Ouest      | 7,40                     |
| Est               | 6,60                     |
| Centre-Est        | 6,02                     |
| Centre-Sud        | 4,79                     |
| Plateau-Central   | 2,54                     |
| Sud-Ouest         | 1,89                     |
| Cascades          | 1,83                     |
| Centre-est        | 0,31                     |
| Non désagrégé     | 103,31                   |
| <b>Total</b>      | <b>215,04</b>            |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

## Annexe 2 : récapitulatif des contributions financières par secteur de planification

| Secteurs                                                    | 2018          | 2019          | 2020          | 2021          | 2022          | total         |
|-------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Education et formation                                      | 33,59         | 33,5          | 37,65         | 19,39         | 19,32         | 143,45        |
| Production Agro-sylvo-pastorale                             | 26,04         | 20,55         | 17,44         | 21,18         | 25,37         | 110,58        |
| Santé                                                       | 19,63         | 31,62         | 36,96         | 48,63         | 43,23         | 180,07        |
| Travail, emploi et protection sociale                       | 20,37         | 29,39         | 29,41         | 47,95         | 89,28         | 216,4         |
| Environnement, eau et assainissement                        | 7,86          | 12,33         | 8,17          | 14,6          | 20,67         | 63,63         |
| Gouvernance administrative locale                           | 7,2           | 8,39          | 20,2          | 8,74          | 7,69          | 52,22         |
| Infrastructures de transport, de communication et d'habitat | 4,27          | 1,21          | 1,82          | 4,9           | 1,53          | 13,73         |
| Commerce et services marchands                              | 2,58          | 0,86          | 4,82          | 6,44          | 1,59          | 16,29         |
| Justice et droits humains                                   | 2,65          | 1,9           | 1,59          | 2,75          | 3,83          | 12,72         |
| Culture, sport et loisirs                                   | 1,22          | 1,32          | 1,6           | 2,62          | 1,54          | 8,3           |
| Transformation industrielle et artisanale                   | 1,4           | 1,37          | 1,12          | 1,66          | 0,63          | 6,18          |
| Recherche et innovation                                     | 0,31          | 0,34          | 0,85          | 0,74          | 0,35          | 2,59          |
| <b>TOTAL</b>                                                | <b>127,14</b> | <b>142,78</b> | <b>161,65</b> | <b>179,61</b> | <b>215,04</b> | <b>826,22</b> |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

### Annexe 3 : Les dix (10) plus grands contributeurs en 2022

| Intitulé de l'ONG                                                                                                | Contribution en 2022 en<br>Milliards FCFA |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| COMPASSION INTERNATIONAL                                                                                         | 45,38                                     |
| SAVE THE CHILDREN INTERNATIONAL                                                                                  | 12,64                                     |
| ORGANISATION CATHOLIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA SOLIDARITE (OCADES CARITAS BURKINA)                          | 7,11                                      |
| MEDECINS SANS FRONTIERES INTERNATIONAL                                                                           | 6,67                                      |
| HUMANITE ET INCLUSION                                                                                            | 6,27                                      |
| AGRICULTURAL COOPERATIVE DEVELOPMENT INTERNATIONAL AND VOLUNTEERS IN OVERSEAS COOPERATIVE ASSISTANCE (ACDI/VOCA) | 6,09                                      |
| TREE AID (TA)                                                                                                    | 5,53                                      |
| OXFAM INTERMON                                                                                                   | 5,30                                      |
| PLAN INTERNATIONAL                                                                                               | 4,29                                      |
| ORGANISATION NEERLANDAISE DE DEVELOPPEMENT(SNV)                                                                  | 3,65                                      |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

### Annexe 4 : Répartition des contributions des ONG/ADF dans la cohésion et l'inclusion sociales

|    | Intitulé de l'ONG/ADF                                                   | Montant       |
|----|-------------------------------------------------------------------------|---------------|
| 1  | Médecins Sans Frontières International (MSF)                            | 2 823 474 175 |
| 2  | Centre d'Etude et de Coopération Internationale - Burkina Faso (CECI)   | 239 959 004   |
| 3  | Association Nodde Nooto (A2N)                                           | 178 222 266   |
| 4  | Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité (OCADES) | 167 202 251   |
| 5  | Union Fraternelle des Croyants de Dori (UFC-Dori)                       | 149 100 000   |
| 6  | Mwangaza Action                                                         | 138 453 242   |
| 7  | Fondation Hirondelle Burkina Faso                                       | 110 040 652   |
| 8  | Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN)                        | 86 111 870    |
| 9  | Humanité et Inclusion                                                   | 49 115 400    |
| 10 | Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC)                                  | 48 756 575    |
| 11 | MSI                                                                     | 47 000 000    |
| 12 | Enfants du Monde                                                        | 42 705 068    |
| 13 | Children Believe                                                        | 32 882 099    |
| 14 | Fondation Chrétiens pour le Sahel (FCPS)                                | 32 797 850    |
| 15 | Association du Barreau Américain                                        | 24 680 795    |
| 16 | Mercy Corps Burkina Faso                                                | 22 990 000    |
| 17 | Winrock International Institute for Agricultural Development            | 21 179 000    |
| 18 | Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE)                 | 20 681 466    |
| 19 | Secrétariat Permanent des ONG (SPONG)                                   | 20 033 680    |
| 20 | Agence d'Aide et de Coopération Technique au Développement (ACTED)      | 18 116 799    |
| 21 | Freedom House, INC.                                                     | 16 120 618    |
| 22 | Association Sœur Emmanuelle (ASMAE)                                     | 12 489 421    |

|           |                                                          |                      |
|-----------|----------------------------------------------------------|----------------------|
| <b>23</b> | Help -Hilfe zur Selbsthilfe                              | 12 379 368           |
| <b>24</b> | Solidar Suisse                                           | 11 826 487           |
| <b>25</b> | Fédération Nationale des Groupements Wend Yam            | 8 706 200            |
| <b>26</b> | Appui Moral, Matériel et Intellectuel à l'Enfant (AMMIE) | 3 067 500            |
| <b>27</b> | Office de Développement des Eglises Evangéliques (ODE)   | 2 656 668            |
|           | <b>TOTAL</b>                                             | <b>4 340 748 454</b> |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

## Annexe 5 : Répartition des prévisions financières des ONG/AD et Fondations par région 2023-2024

| Secteur                                            | Prévisions 2023 en milliards FCFA |
|----------------------------------------------------|-----------------------------------|
| Production agro-Sylvo-Pastorale                    | 32,98                             |
| Transformation industrielle et artisanale          | 0,60                              |
| Infrastructure de transport, de commerce d'habitat | 1,77                              |
| Commerce et services marchands                     | 2,34                              |
| Education et formation                             | 27,01                             |
| Santé                                              | 51,33                             |
| Environnement, eau et assainissement               | 24,39                             |
| Culture, sport, loisirs                            | 2,08                              |
| Travail, emploi et insertion                       | 75,80                             |
| Justice et droits humains                          | 4,77                              |
| Recherche et innovation                            | 0,28                              |
| Gouvernance administrative et locale               | 9,55                              |
| Total                                              | 232,90                            |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

| Secteur                                            | Prévisions 2024 en milliards FCFA |
|----------------------------------------------------|-----------------------------------|
| Production agro-Sylvo-Pastorale                    | 17,89                             |
| Transformation industrielle et artisanale          | 0,21                              |
| Infrastructure de transport, de commerce d'habitat | 0,21                              |
| Commerce et services marchands                     | 0,42                              |
| Education et formation                             | 11,44                             |
| Santé                                              | 23,76                             |
| Environnement, eau et assainissement               | 11,01                             |
| Culture, sport, loisirs                            | 1,53                              |
| Travail, emploi et insertion                       | 52,75                             |
| Justice et droits humains                          | 2,66                              |
| Recherche et innovation                            | 0,14                              |
| Gouvernance administrative et locale               | 6,31                              |
| Total                                              | 128,34                            |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

## Annexe 6 : Préviation de réalisation physique des ONG/AD et Fondations 2023-2024

| Culture, Sport et Loisirs                        | 2023   | 2024   |
|--------------------------------------------------|--------|--------|
| Lieux de culte construits                        | 542    | 689    |
| Kits sportifs octroyés                           | 9      | -      |
| Festivals culturels organisés                    | 24 000 | 30 000 |
| Bénéficiaires de séances d'animation culturelles | 1 350  | 1 400  |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

| Education et Formation         |                                                                        |                  | 2023   | 2024   |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------|--------|--------|
| Infrastructures et équipements | Etablissements scolaires                                               | Construit        | 66     | 131    |
|                                |                                                                        | Réhabilité       | 26     | 2      |
|                                | Salles de classe                                                       | Construit        | 4 545  | 94     |
|                                |                                                                        | Réhabilité       | 10     | 52     |
|                                | Centres de formation réalisés                                          |                  | 24     | 13     |
|                                | Centres d'alphabétisation ouverts                                      |                  | 55     | 32     |
|                                | Réalisation d'espaces d'étude                                          |                  | 9      | 6      |
|                                | Equipement en Tables-bancs                                             |                  | 607    | 900    |
| Appuis divers                  | Prises en charge scolaire (Bourses, scolarisations, parrainages, etc.) |                  | 20 055 | 18 252 |
|                                | Etablissements scolaires appuyés pour fonctionnement                   |                  | 1 660  | 1 695  |
|                                | Apprenants alphabétisés                                                |                  | 1 117  | 460    |
|                                | Bénéficiaires de formation                                             | Enseignants      | 4 104  | 1 049  |
|                                |                                                                        | Etudiants/Elèves | 5 981  | 8 708  |
|                                | Cantines scolaires                                                     |                  | 2 254  | 5 748  |
|                                | Jeunes Bénéficiaires de formation professionnelle                      |                  | 2 972  | 1 268  |
|                                | Handicapés Bénéficiaires de formation professionnelle                  |                  | 37     | -      |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

| Commerce et Services Marchand     |                                                                                          |             | 2023  | 2024  |
|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------|-------|
| Micro-crédit et AGR               | Bénéficiaires Micro crédit                                                               | Producteurs | 2 315 | 550   |
|                                   |                                                                                          | Groupements | -     | 450   |
|                                   | Femmes Bénéficiaires Micro crédit                                                        | Producteurs | 2 000 | 1 264 |
|                                   | Bénéficiaires Appui pour commercialisation de produits                                   | Producteurs | 731   | 85    |
|                                   | Femmes Bénéficiaires Appui pour commercialisation de produits                            | Groupements | 200   | 200   |
|                                   | Femmes bénéficiaires formation en AGR                                                    | Producteurs | 4 805 | 17    |
|                                   |                                                                                          | Groupements | 630   | 60    |
|                                   | Handicapés bénéficiaires formation en AGR                                                | Producteurs | 25    | 40    |
|                                   |                                                                                          | Groupements | -     | -     |
|                                   | Autre bénéficiaires formation en AGR                                                     | Producteurs | 4 573 | 4 910 |
|                                   |                                                                                          | Groupements | 750   | 4 454 |
|                                   | Bénéficiaires formation en techniques de commercialisation                               | Producteurs | 2 363 | 2 083 |
|                                   |                                                                                          | Groupements | 41    | 100   |
|                                   | Femmes Bénéficiaires formation en techniques de commercialisation                        | Producteurs | 1 634 | -     |
|                                   |                                                                                          | Groupements | 95    | 105   |
| Autres activités d'autonomisation | Nombre d'AGR octroyée au PDI                                                             |             | -     | -     |
|                                   | Réalisation des boutiques de vente des produits (point de vente)                         |             | 2     | -     |
|                                   | Former les PAVAC sur Sell more for more                                                  |             | 94    | 94    |
|                                   | Soutien en AGR                                                                           |             | 885   | 800   |
|                                   | Accompagnement des coopératives                                                          |             | 46    | -     |
|                                   | Femmes bénéficiaires d'appui pour le petit commerce des produits agricoles et forestiers |             | 500   | 267   |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

| Infrastructures de Transport, de Communication et d'Habitat |                               | 2023  | 2024 |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------|------|
| Logements Enseignants à réaliser                            |                               | 2     | -    |
| Autres                                                      | Construction d'abris pour PDI | 1 751 | -    |
|                                                             | Logement et électrification   | 50    | 50   |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

| Justice et Droits humains                                |                                                                    | 2023   | 2024   |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|--------|--------|
| Nombre de personnes sensibilisées sur les droits humains |                                                                    | 79 641 | 450    |
| Autres actions                                           | Nombre de centres de formation sensibilisés sur les droits humains | 9      | -      |
|                                                          | Prise en charge alimentaire à la prison                            | 16 000 | 16 000 |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

| Travail, Emploi et Protection Sociale |                                                                                                                    |                            | 2023       | 2024       |
|---------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|------------|------------|
| Protection sociale                    | Prises en charge économique, vestimentaire, nutritionnelle, psychosociale                                          | OEV                        | 2 103      | 12 938     |
|                                       |                                                                                                                    | PV/VIH                     | 21         | 21         |
|                                       |                                                                                                                    | Nécessiteux et vulnérables | 228<br>284 | 241<br>483 |
|                                       |                                                                                                                    | Handicap2s                 | 225        | -          |
|                                       |                                                                                                                    | Hôtes des PDI              | 72 805     | 68 673     |
|                                       |                                                                                                                    | Femmes                     | 2 505      | 1 060      |
|                                       |                                                                                                                    | Elèves                     | 12 456     | 11 975     |
|                                       | Vivres octroyées (en t)                                                                                            |                            | 3 119      | 3 212      |
| Insertion socio-professionnelle       | Insertion socio-prof des femmes                                                                                    |                            | 804        | 396        |
|                                       | Insertion socio-prof des jeunes                                                                                    |                            | 19 493     | 19 985     |
|                                       | Insertion socio-prof des personnes en situation de handicap                                                        |                            | 2 270      | -          |
|                                       | Personnes handicapées Bénéficiaires d'appui pour établissement de documents d'état civil                           |                            | 224        | 50         |
|                                       | Bénéficiaires d'appui pour établissement de carte d'invalidité                                                     | Enfants                    | 100        | -          |
|                                       |                                                                                                                    | Femmes                     | 540        | -          |
|                                       |                                                                                                                    | Handicapés                 | 20         | 20         |
| Autres                                | Bénéficiaires de Fonds d'appui aux jeunes (pour le retour des enfants en détresse, initiative sociale)             |                            | 300        | 300        |
|                                       | Nombre de personnes ayant reçu des kits d'installation                                                             |                            | 10         | 10         |
|                                       | Former les 45 membres des 3 fora des femmes (protection, VBG, genre en urgence)                                    |                            | 45         | 45         |
|                                       | Mise en place des pools de jeunes et de femmes pour la paix                                                        |                            | 35         | 35         |
|                                       | PDI bénéficiaires d'appui divers (formation, matériel, etc.)                                                       |                            | 350        | -          |
|                                       | Accompagner l'insertion professionnelle des PDI formés                                                             |                            | 30         | -          |
|                                       | Construction d'une maison pour une famille dans le besoin                                                          |                            | 1          | -          |
|                                       | Don d'ânes et de charrettes pour le travail                                                                        |                            | 2          | -          |
|                                       | Sensibilisation et accompagnement des femmes et enfants sur les VBG, les EAS, les mines et autres armes explosives |                            | 13 127     | -          |
|                                       | Distribution de kit aux survivants des VBG et EAS                                                                  |                            | 177        | -          |
|                                       | Formation des travailleurs sociaux sur la gestion de cas des ENAES                                                 |                            | 32         | -          |
|                                       | Protection de l'enfance et appui psycho-social                                                                     |                            | 700        | -          |
|                                       | Construction et réhabilitation d'abris d'urgence                                                                   |                            | 300        | -          |
|                                       | Personnes sensibilisées sur le travail des enfants                                                                 |                            | 844        | -          |
|                                       | Clubs de sensibilisations mis en place et appuyés                                                                  |                            | 12         | -          |
|                                       | Nombre de Personnes sensibilisés sur la protection de l'enfance                                                    |                            | 220        | 200        |
|                                       | Nombre de jeunes formés sur la cohésion sociale                                                                    |                            | 400        | -          |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

| Environnement, Eau et Assainissement |                                                          |               | 2023    | 2024   |
|--------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------------|---------|--------|
| Environnement                        | Arbres à planter                                         |               | 17 780  | 9 000  |
|                                      | Sites anti érosifs à aménager (en ha)                    |               | 3 808   | 3 469  |
|                                      | Vergers prévus                                           |               | 12      | 50     |
|                                      | Jardins scolaires prévus                                 |               | 53      | -      |
|                                      | Jardins potagers (en ha) prévus                          |               | 36      | -      |
|                                      | Bosquets prévus                                          |               | 1 036   | -      |
|                                      | Plants d'arbre à produire                                |               | 501     | 6 058  |
| Eau                                  | Points d'eau potable (Forages et puits)                  | A réaliser    | 466     | 179    |
|                                      |                                                          | A réhabiliter | 28      | 8      |
|                                      | Prévision Captages/Retenues d'eau                        | Micro-Barrage | 1       | -      |
|                                      |                                                          | Bouli         | 100     | 57     |
|                                      | Prévision Forages/ Puits maraîchers                      |               | 123     | -      |
| Assainissement                       | Prévision en latrines                                    | Scolaires     | 35      | -      |
|                                      |                                                          | Disp/CSPS     | 800     | -      |
|                                      |                                                          | Publiques     | 2 663   | 5      |
|                                      |                                                          | Familiales    | 14 480  | 1 903  |
|                                      | Kits d'hygiène octroyés                                  |               | 134 757 | 86 620 |
| PERSONNES SENSIBILISEES              |                                                          | Nombre        | 329     | -      |
|                                      |                                                          | Thèmes        | 543     | 72     |
| Autres                               | Membres des comités d'Assainissement Villageois à former |               | 12 133  | 12 500 |
|                                      | Berges à protéger (ha)                                   |               | 1 345   | 85     |
|                                      | Membres AUE à former                                     |               | 224     | -      |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

| Transformation Indust. et Artisanales |                                                   |                                     | 2023 | 2024 |
|---------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------|------|------|
|                                       |                                                   | Anacardes                           | 1    | -    |
|                                       |                                                   | Moringa                             | -    | 5    |
| Artisanat                             | Ouvrages artisanaux produits                      | Unités d'énergie solaire installées | 20   | 22   |
|                                       | Biodigesteurs mis en place                        |                                     | 10   | -    |
|                                       | Femmes formées en réalisation de foyers améliorés |                                     | 54   | -    |
|                                       | Kits de transformation                            |                                     | 10   | -    |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

| Production Agro-Sylvo-Pastorale |                                                                |             |  | 2023    | 2024    |
|---------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------|--|---------|---------|
| AGRICULTURE                     | Unités de production agricole/maraîchère                       |             |  | 106     | 1 025   |
|                                 | Fosses fumières                                                |             |  | 630     | -       |
|                                 | Aménagement Hydro-agricole (ha)                                |             |  | 445     | 3 508   |
|                                 | Aménagement Périmètre maraîcher(ha)                            |             |  | 7 935   | 3       |
|                                 | Femmes et jeunes bénéficiaires de formation dans l'agriculture | Producteurs |  | 5 982   | 7 280   |
|                                 |                                                                | Groupements |  | 2 620   | -       |
|                                 | Autres bénéficiaires formation dans l'agriculture              | Producteurs |  | 23 066  | 12 921  |
|                                 |                                                                | Groupements |  | 8 328   | 850     |
|                                 | Magasins de stockage                                           | Construits  |  | 12      | -       |
|                                 |                                                                | Réhabilités |  | 1       | 4       |
|                                 | Engrais (en t)                                                 |             |  | 101 501 | 100 002 |
|                                 | Bénéficiaires d'engrais                                        |             |  | 2 416   | 756     |
|                                 | Semences (en t)                                                |             |  | 6 707   | 2 901   |
|                                 | Bénéficiaires de semences                                      |             |  | 15 270  | 24      |
|                                 | Bénéficiaires de kits d'intrants agricoles                     |             |  | 20 728  | 52      |
|                                 | Charrettes                                                     |             |  | 2       | -       |
|                                 | Tracteurs                                                      |             |  | 8 422   | 20      |
|                                 | Kits de production de compost octroyés                         |             |  | 737     | -       |
|                                 | Autres Matériels offerts                                       |             |  | 880     | 7       |
| ELEVAGE                         | Fermes pastorales mises en place                               |             |  | 6       | -       |
|                                 | Unités d'élevage de volaille mises en place                    |             |  | 1 405   | -       |
|                                 | Unités apicoles mises en place                                 |             |  | 150     | 390     |
|                                 | Troupeaux naisseurs Bovins octroyés                            |             |  | 210     | -       |
|                                 | Troupeaux naisseurs Ovins octroyés                             |             |  | -       | 50      |
|                                 | Têtes d'ovins octroyées                                        |             |  | 749     | -       |
|                                 | Têtes de volaille octroyées                                    |             |  | 340     | -       |
|                                 | Fourrage produit (en t)                                        |             |  | 2 164   | 145     |
|                                 | Fourrage octroyé (en t)                                        |             |  | 600     | 75      |
|                                 | Bénéficiaires Unités avicoles                                  |             |  | 7 746   | 250     |
|                                 | Bénéficiaires de Bétail pour embouche                          |             |  | 2 535   | 98      |
|                                 | Bénéficiaires formation dans l'élevage                         | Producteurs |  | 1 437   | 50      |
|                                 |                                                                | Groupements |  | 142     | -       |
|                                 | Pulvérisateurs (apiculture)                                    |             |  | 1 633   | 55      |
|                                 | Broyeurs d'aliments pour bétail                                |             |  | 18 685  | 100     |
|                                 | Aires de pâturage créées                                       |             |  | 1       | 2       |

|        |                                                      |       |    |
|--------|------------------------------------------------------|-------|----|
|        | Porcheries mises en place                            | 69    | 70 |
|        | Kits d'élevage octroyés aux PDI                      | 1 050 | -  |
| AUTRES | Fermes agro-pastorales                               | 16    | -  |
|        | Ménages PDI bénéficiaires d'appui dans l'agriculture | 16    | 3  |
|        | PDI bénéficiaires d'appui dans l'agriculture         | 1     | -  |
|        | Porcs octroyés                                       | 491   | 1  |
|        | Distribution aliments pour porcs (Kg)                | 1 415 | -  |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

| Santé                          |                                                                  |                       | 2023       | 2024       |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------|-----------------------|------------|------------|
| Infrastructures et équipements | CSPS/Dispensaires                                                | Construit             | 4          | 21         |
|                                |                                                                  | Réhabilité            | -          | 22         |
|                                | Maternités                                                       | Construit             | 2          | 2          |
|                                |                                                                  | Réhabilité            | -          | -          |
|                                | Laboratoires médicaux                                            | Construit             | 5          | 6          |
|                                | CREN                                                             | Construit             | -          | -          |
|                                |                                                                  | Réhabilité            | 7          | 7          |
|                                | Unités médicales (radio, ophtalmo, etc.)                         | Construit             | 2          | 1          |
|                                |                                                                  | Réhabilité            | 4          | -          |
|                                | Equipements médicaux                                             |                       | 25 696     | 24 019     |
|                                | Lots de consommables médicaux                                    |                       | 10 587 454 | 10 587 324 |
| Appuis divers                  | Tricycles pour handicapés                                        |                       | 157        | -          |
|                                | Centres de Santé appuyés pour fonctionnement                     |                       | 105        | 79         |
|                                | Prise en charge sanitaire (soins, consultations et ordonnances)  | Femmes enceintes      | 11 188     | -          |
|                                |                                                                  | Femmes post partum    | 7 778      | 150        |
|                                |                                                                  | Malnutris             | 5 577      | 36 930     |
|                                |                                                                  | Nourrissons           | 2 086 454  | 2 012 733  |
|                                |                                                                  | PV/VIH                | 8 189      | 482        |
|                                |                                                                  | Elèves                | 2 017      | 3 173      |
|                                |                                                                  | Personnes vulnérables | 204 860    | 125 317    |
|                                |                                                                  | Malades oculaires     | 26 491     | 25 424     |
|                                |                                                                  | Personnes handicapées | 33 403     | 18 139     |
|                                |                                                                  | PDI et hôtes          | 1 463 604  | 49 239     |
|                                | Prises en charge d'interventions chirurgicales                   |                       | 2 790      | 2 330      |
|                                | Agents de santé bénéficiaires de formation                       |                       | 74 064     | 2 797      |
|                                | Kits nutritionnels nourrissons octroyés                          |                       | 5 947      | 5 220      |
|                                | Kits de contraception distribués                                 |                       | 2 601      | 2 495      |
|                                | Sensibilisé sur la santé                                         | Nombre                | 531 659    | 470 337    |
|                                | Nombre de personne sensibilisées sur COVID 19                    |                       | 71 351     | 40 708     |
|                                | Nombre femmes dépistées sur le cancer de sein                    |                       | 1 100      | 2 175      |
|                                | Nombre de bénéficiaires de réparation des fistules obstétricales |                       | 200        | 250        |
|                                | Nombre bénéficiaire de dépistage des hépatites                   |                       | 600        | -          |
|                                | Nombre de bénéficiaires de kits de protection contre covid-19    |                       | 7 821      | -          |
|                                | Prise en charge tuberculeuse                                     |                       | 3 664      | 3 664      |
|                                | Nombre bénéficiaire de dépistage de malnutrition hôtes et PDI    |                       | 27 065     | 28 494     |
|                                | Nombres de PDI bénéficiaires d'assistance alimentaire            |                       | -          | 11 160     |

| Gouvernance Administrative et Locale                                                                                                                                                  |                                                                                                                               | 2023    | 2024    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|
| Renforcement des capacités/Formations en Maitrise d'ouvrage communal, Management et qualité des services communaux, Rôle des acteurs locaux, Leadership, Gestion administrative, etc. | Groupements                                                                                                                   | 210     | 3 496   |
|                                                                                                                                                                                       | Membres de Groupements                                                                                                        | 2 360   | 4 602   |
|                                                                                                                                                                                       | Conseils Villageois de Développement (CVD)                                                                                    | 178     | 1 460   |
|                                                                                                                                                                                       | Membres CVD                                                                                                                   | 10 328  | 3 816   |
|                                                                                                                                                                                       | Organisation à Base Communautaire (OBC)                                                                                       | 146 970 | 96 204  |
|                                                                                                                                                                                       | Membres OBC                                                                                                                   | 2 864   | 4 492   |
|                                                                                                                                                                                       | Personnel de l'ONG                                                                                                            | 16 632  | 102     |
|                                                                                                                                                                                       | Comités de Gestion (COGES)                                                                                                    | 7 294   | 186     |
|                                                                                                                                                                                       | Membres COGES                                                                                                                 | 570     | -       |
|                                                                                                                                                                                       | OSC locales                                                                                                                   | 5 026   | 1 740   |
|                                                                                                                                                                                       | Membres OSC                                                                                                                   | 27 438  | 187 434 |
|                                                                                                                                                                                       | Acteurs communaux                                                                                                             | 5 410   | 197     |
|                                                                                                                                                                                       | Agents de l'Administration publique                                                                                           | 1 128   | 11 055  |
| Autres                                                                                                                                                                                | Appui aux communes pour la création et fonctionnement des STEA et CCEA                                                        | 20      | -       |
|                                                                                                                                                                                       | Nombre de mécanisme communal de dénonciation et de gestion des plaintes mis en place                                          | 16      | -       |
|                                                                                                                                                                                       | Nombre de mécanisme de veille et d'alerte précoce sur la vente illicite de l'or                                               | 16      | -       |
|                                                                                                                                                                                       | Nombre de fora citoyens provinciaux sur les enjeux de collaboration entre population et FDS                                   | 6       | -       |
|                                                                                                                                                                                       | Nombre de cadre de concertation commune entre FDS, group d'auto défense et société civile mis place                           | 16      | -       |
|                                                                                                                                                                                       | Former les AUE sur les rôles et responsabilité et planification et SE                                                         | 352     | 252     |
|                                                                                                                                                                                       | Former les membres du comité de promotion de la cohésion sociale                                                              | 294     | 420     |
|                                                                                                                                                                                       | Installation et redynamisation des systèmes communautaire d'alerte précoce et de réponse aux urgence                          | 1       | 1       |
|                                                                                                                                                                                       | Renforcer techniquement et financièrement les modèles d'initiatives locale et activités pouvant renforcer la cohésion sociale | 150     | -       |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

## Annexe 7 : Prévisions financières des ONG/AD et Fondation dans le domaine humanitaire 2023-2024

| Secteur                                   | Prévisions 2023 en milliards FCFA |
|-------------------------------------------|-----------------------------------|
| Production agro-Sylvo-Pastorale           | 2,52                              |
| Transformation industrielle et artisanale | 0,02                              |
| Commerce et services marchands            | 0,46                              |
| Education et formation                    | 3,85                              |
| Santé                                     | 11,35                             |
| Environnement, eau et assainissement      | 3,44                              |
| Protection sociale                        | 48,36                             |
| Justice et droits humains                 | 0,44                              |
| <b>Total</b>                              | <b>70,45</b>                      |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023

| Secteur                                   | Prévisions 2024 en milliards FCFA |
|-------------------------------------------|-----------------------------------|
| Product agro-Sylvo-Pasto                  | 3,07                              |
| Transformation industrielle et artisanale | 0,03                              |
| Commerce et services marchands            | 0,26                              |
| Education et formation                    | 1,95                              |
| Santé                                     | 3,39                              |
| Environnement, eau et assainissement      | 1,62                              |
| Protection sociale                        | 33,36                             |
| Justice et droits humains                 | 0,68                              |
| <b>Total</b>                              | <b>44,37</b>                      |

Source : MEFP/DGCOOP, Septembre 2023